

rouge

hebdomadaire d'action communiste



**front uni
contre
l'université policière**

n° 55 /1 franc

9 mars 1970

front uni contre l'université policière

DEUX TEMPS D'UNE MEME POLITIQUE

Après Mai 68, la grande affaire d'Edgar Faure à l'Université fut la reconquête des réformistes. La décomposition du mouvement étudiant et la collaboration active des stalinien aidant, il parvint à les intéresser et à les faire participer. Mais la politique de rentabilisation capitaliste de l'Université continuée par Guichard exige plus et plus vite. La condition de cette politique c'est la docilité des étudiants et des enseignants, c'est-à-dire l'ordre moral restauré à l'Université.

La contractualisation des enseignants, la banalisation de Nanterre sont deux aspects de cette mise au pas. On a vu une enseignante de l'Oise militante politique, mise à pied pour avoir distribué un tract dans sa ville hors de l'enceinte de son établissement. Ce qui signifie que les enseignants peuvent être frappés pour délit d'opinion sans autre forme de procès. Du côté étudiant, on voit l'administration rectoriale se transformer en justice véreuse pour monter de toute pièce des accusations contre les étudiants indésirables, les meneurs, habilement amalgamés à une charette de noceurs, pour être, comme à Rouen, chassés de l'Université.

Après la séduction des réformistes, l'écrasement des « gauchistes » figure au programme gouvernemental comme la condition de sa politique universitaire qui multiplie les contradictions, alimente le mécontentement, accumule les explosifs : autrement dit, il faut moucher la mèche quand on entasse la poudre. Certains milieux de la bourgeoisie ont jugé le moment propice pour l'opération spectaculaire de la banalisation : colonnes de C.R.S. et de gardes mobiles déployés sur le campus, appuyées par les bulldozers que Marcellin avait étreints contre les travailleurs de l'E.G.F. !

Donc les policiers sur les campus pour faire régner l'ordre...



QUEL ORDRE FONT ILS REGNER ?

Le lundi, les policiers servent de protection aux fascistes qui se retranchent derrière leurs rangs après avoir lancé leurs assauts.

Le mardi, c'est la journée d'affrontements conclue par la boucherie du restaurant universitaire. La presse reconnaît unanimement que les policiers « qu'apparemment personne ne contrôlait plus » (« le Figaro ») s'en sont pris sans raison aux voitures stationnées des étudiants, des enseignants et du personnel ; crevant les pneus, brisant les vitres, arrachant les phares. Qui sont les brûleurs de voiture aujourd'hui ?

Mais plutôt que d'incriminer simplement la bestialité que confère généralement l'uniforme, nous demandons : Est-il vrai que les policiers ont été délibérément laissés toute une après-midi à distance de jet de pierre des étudiants, sur ordre ministériel, pour les exaspérer ? Est-il vrai que les policiers choisis pour cette opération étaient des néophytes que l'on cherchait à aguerrir et à « mobiliser » contre les étudiants ?

Est-il vrai, enfin, que dans les milieux gouvernementaux la grande question est de savoir à quelle sauce manger le gauchiste ? Marcellin, selon ses volontés exprimées dans « France-Soir » (cf. éditorial de « Rouge » n° 54), voulant recourir à la méthode la plus bovine : provocations bien montées et répression massive des organisations révolutionnaires. D'autres, plus « modérés », se contentant d'arrêter les quelque deux cents meneurs et de dissoudre un groupe pour tâter la réaction.

LE NŒUD COULANT

Pourtant, le pouvoir a fait un faux-pas en allant trop vite en besogne. Il a vu les gauchistes divisés ; il a contribué à resserrer leurs rangs ; il a sous-estimé la capacité de riposte. S'il a partiellement réussi à monter les contribuables contre les étudiants casseurs d'Université, il a, bien davantage encore, discrédité la police pétroleuse de voitures.

Placé devant le choix de l'escalade ou de la reculade, le pouvoir a remis ce choix explosif entre les mains du conseil de gestion : ou le retrait de la police ou le droit de poursuite dans les bâtiments ? C'est au conseil de gestion de choisir, en total respect de son autonomie et des lois de la participation, bien sûr. De l'inconséquence ou de la boucherie, le conseil portera ainsi la responsabilité. C'est le nœud coulant de la participation que le pouvoir lui passe ainsi autour du cou.

Les réformistes du Marc 200 (sociaux-démocrates) ont démissionné. Le parti communiste essaie de démontrer que la banalisation est une provocation montée contre la participation au moment où elle donnait le glorieux résultat de quelques centaines d'heures supplémentaires accordées à Nanterre et à la Sorbonne.

Quant à Ricœur qui représentait mondialement l'humanisme chrétien, il doit reconnaître la faillite du réformisme universitaire et démissionner... ou devenir la caution des matraqueurs.

Le gouvernement montre à quoi lui sert la participation ; réformistes et stalinien refusent de lâcher l'os qui leur fut jeté au lendemain de Mai : on voit dans quel camp cet os risque de les entraîner.

LEGITIME DEFENSE

Contre la banalisation du campus, la résistance violente des étudiants, le harcèlement constituait un acte de légitime défense.

Mais si le pouvoir a choisi le terrain universitaire pour une épreuve de force politique, l'affaire ne sera pas réglée par le seul affrontement physique. Il faut constituer un front de lutte d'étudiants, d'enseignants, d'organisations syndicales et politiques susceptible de regrouper tous ceux qui, aujourd'hui, refusent la politique universitaire de la bourgeoisie mais hésitent devant le happening anarchiste.

Il s'agit de couper, d'un côté, les réformistes des réactionnaires, de l'autre les révolutionnaires des révoltés apolitiques. Nous savons que c'est la politique capitulaire du stalinisme qui engendre l'ultra-gauchisme. Le comprendre ne signifie pas le subir. Au moment où Marcellin suspend sur les révolutionnaires une épée de Damoclès, nous sommes prêts à accepter les conséquences des risques que nous prendrons, nous ne sommes pas prêts à subir les conséquences de provocations objectives et en partie subjectives.

C'est dire que nous devons tracer une frontière nette aux yeux des travailleurs entre ceux qui veulent recomposer un front de lutte à l'Université et ceux qui prétendent simplement vouloir détruire l'Université.

NOUVEAU MAI ?

Après les affrontements de Nanterre, la presse bourgeoise s'inquiétait. Non qu'elle réprouvât la police ! Mais elle craignait que les marcellinades ne fassent l'escalade vers un nouveau Mai. Elle oublie que ce ne sont pas les maladresses gouvernementales qui provoquent les révolutions. Elles peuvent les déclencher. Mais ce qui prime, c'est toute la masse inflammable de mécontentement et d'exaspération accumulée dans la classe ouvrière par l'exploitation capitaliste. L'accumulation des profits a sa rançon en colère de classe. Et avec l'austérité, la dévaluation, l'augmentation des transports et du coût de la vie, les licenciements, les travailleurs ont été servis.

Que la bourgeoisie se rassure. Pour l'instant, il ne s'agit pas d'un nouveau Mai. Mais elle a partiellement perdu la bataille politique engagée à Nanterre. Le pouvoir se réfugie démocratiquement derrière la décision du conseil de gestion pour couvrir sa propre reculade. Chaban et Zamansky annoncent que Schwaetzer pourra passer sa thèse.

Ce sont les premiers points importants marqués depuis longtemps par le mouvement étudiant. Vers d'autres victoires, maintenons et renforçons le Front uni de lutte qui est apparu.

Le 6-3-70.

Je désire prendre contact avec la Ligue communiste
(Section Française de la IV^e Internationale).

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

Rouge, hebdomadaire de la Ligue Communiste.

● Secrétariat de Rédaction

Jean-Pierre Beauvais Charles Michaloux
Daniel Bensaid Serge Niemetz
Maurice Buzard Philippe Sabathe

● Comité de Rédaction

Jean Julien Jean Paucton
Henri Lajoux Jacques Taillandier
Mesen Michel Verac
Emile Noiraut Anna Libera

● Publicité

Thierry Soupault

● Rédaction - Administration.

14, rue du Faubourg St-Denis, Paris X^e
Tél. LAF. 30-13 et LAF. 27-96

● Toute correspondance « Rouge » B.P. 201
Paris 19^e.

● Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

● Directeur de Publication :
Jean-Pierre Beauvais.

● Diffusion N.M.P.P. - S.A.I.E. Morlaix,
61, Fg-Polissonnière, Paris 9^e.



où en sommes-nous ? (II)

Dans son interview au « Monde » du 11 février, le ministre Dechartre parlait des trois étages de la « fusée participation » : étages que l'on allait construire séparément et progressivement, en commençant par la politique d'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise. Cela fait, on pourrait passer au second étage, c'est-à-dire la répartition du capital (oh ! d'une partie !) aux actionnaires ouvriers.

Le troisième étage, le plus difficile à construire, porterait dans ses flancs les mécanismes délicats de la « participation à la gestion ». Une telle fusée pourrait enfin élever le peuple travailleur et le conduire dans les sphères bleues de la félicité éternelle.

Qu'on ne s'y trompe pas ! C'est un démantèlement partiel du projet gaulliste ou du moins un étalement. De Gaulle voulait voir réaliser sa force de frappe nationale, et sa fusée-participation dans des délais plus brefs... Les successeurs ont coupé en rondelles le programme social du grand utopiste, pensant réaliser une intégration par étape.

Selon ceux qui sont chargés par le pouvoir d'élaborer cette politique, il ne peut s'agir que de perspectives à long terme... très long terme. Cette politique « d'intégration » de la classe ouvrière par « l'intéressement » au fonctionnement capitaliste est une politique offensive, la politique défensive étant celle des contrats.

Ainsi, les stratèges pensent pouvoir, dans l'avenir, obtenir une modification de la structure même de la classe ouvrière grâce à la politique de participation, en prenant aussi, quand les conditions l'exigent, des mesures immédiates allant, si possible, dans le sens de l'intégration (exemple : contrat E.D.F.).

« L'INTERESSEMENT » DES TRAVAILLEURS AUX BENEFICES

Un travailleur sur six est aujourd'hui lié par un accord d'intéressement. Les signatures ont été surtout nombreuses dans les trois dernières semaines de décembre, les entreprises qui signaient avant le 1^{er} janvier 1970 ayant droit à de substantiels dégrèvements d'impôts. De tels accords ont été signés dans un peu plus de 3.400 entreprises ; le chiffre important d'ailleurs peu, étant donné la diversité des entreprises considérées.

Il faut faire quelques constatations : aucune entreprise d'envergure nationale ne figure dans la liste des signataires. D'autre part, il y a une hostilité évidente du petit patronat attardé de province, qui explique qu'il y ait aussi un trou au bas de l'échelle.

Ont signé surtout un certain nombre d'entreprises dynamiques qui ont tout intérêt à stabiliser leur main-d'œuvre. Il semble que quasiment toutes les officines de travail intérimaire aient signé, ainsi qu'un certain nombre d'entreprises d'alimentation, de chaînes de grands magasins, etc.

On peut tenter de dégager un certain nombre de facteurs qui ont été importants :

1. l'attitude du patronat considérée face à la politique du pouvoir ;
2. la « nécessité » pour un certain nombre d'entreprises, de stabiliser une main-d'œuvre passagère, en continuant à la sous-payer ;
3. la difficulté de signer de tels accords dans les entreprises où il existe des syndicats forts.

Ce dernier point est attesté par les chiffres que donne

Dechartre : dans plusieurs centaines de cas, il n'existait même pas de comité d'entreprise, et il a fallu en créer un pour qu'il signe.

(Même quand les sections syndicales étaient d'accord pour signer, moyennant quelques modifications techniques, elles ont préféré engager la responsabilité du comité d'entreprise plutôt que la leur propre.)

Quelques conclusions politiques peuvent être tirées de cet examen sommaire :

— La politique gouvernementale n'a pas été acceptée comme une politique d'ensemble. Il fallait être fou pour imaginer que des patrons qui n'y avaient pas intérêt allaient signer pour faire plaisir au ministre. L'intérêt individuel passe avant la solidarité de classe. Dans ce sens, on peut parler d'un échec relatif de la politique gouvernementale.

Surtout que depuis le premier janvier, personne ne se propose de signer, étant donné que les dégrèvements d'impôts n'ont pas été prorogés.

— On ne peut pas parler d'un échec total de la politique du pouvoir. Un travailleur sur six, c'est déjà quelque chose. Mais il est tout à fait douteux que cela change quelque chose au comportement des travailleurs en question.

Il est même possible que, dans certains secteurs, la limitation du « va et vient » de la main-d'œuvre ait pour résultat une syndicalisation accrue... bien sûr, ce ne sera pas des secteurs de pointe ! En tout cas, la modification de statut de ce sixième de la classe ouvrière n'est pas de nature à changer grand chose sur le plan national...

Quant aux deux autres étages de la fusée « participation » participation au capital et participation à la gestion, on n'en entend plus beaucoup parler pour l'instant...

BILAN POLITIQUE DE L'OFFENSIVE DE COLLABORATION DE CLASSE

Pour « L'Express », Chaban a gagné : « Le 15 septembre, M. Georges Ségué affirmait, avec un solide optimisme que la conjoncture permettait à la C.G.T. de « parler net et d'agir en conséquence ». A l'époque, une seule question se posait : le gouvernement serait-il capable de tenir contre cette offensive ? Cinq mois après, la situation se renverse : la C.G.T. peut-elle résister à la solitude dans laquelle l'enferme la politique contractuelle ? » (« L'Express » ne comprendra jamais qu'il ne s'agit pas d'un affrontement entre Chaban et Ségué, mais entre le pouvoir et la classe ouvrière.)

« Le Monde » estime aussi (25 février) qu'une « nouvelle règle du jeu s'établit entre l'Etat et les salariés » malgré l'opposition de la C.G.T.

Ces affirmations nous paraissent pour le moins gratuites et orientées. Sur quoi se base cette idée qu'une « nouvelle règle du jeu » s'est établie ?

Il faut constater, au contraire :

1) Que la politique contractuelle a fait place à une politique d'accords sans contrepartie (type S.N.C.F.). Ces accords, sont quant à la forme, de type classique... La politique défensive du pouvoir, qui consistait, à chaque fois que quelque chose remuait, à sortir de sa manche la botte secrète du contrat de progrès, a été partiellement en échec. Il a fallu que le pouvoir en rabatte sur les déclarations triomphantes, du style de celle Chaban, après la signature du contrat E.D.F. Non, il n'y a rien de neuf, rien

qui ressemble de près ou de loin à la révolution annoncée, qui aurait par surprise modifié les rapports de classe...

2) En ce qui concerne la politique à long terme (intéressement), le pouvoir n'a obtenu que des résultats qu'il estime lui-même très insuffisants (cf. l'interview de Dechartre) et qui sont en réalité insignifiants quant à l'attitude de la classe ouvrière face aux problèmes que lui pose sa situation.

Il est certain que les événements des dernières semaines en Belgique, en Suède, au Danemark, ont contraint les stratèges gouvernementaux à plus de prudence dans leurs affirmations ; une politique de contrats, même réussie, n'empêche jamais la classe ouvrière d'être la classe ouvrière.

« Moins de grandiloquence, mais plus d'efficacité », telle est la position actuelle du pouvoir qui constate que toute l'offensive qu'il a menée n'a conduit qu'au maintien du statut-quo.

DU STATU-QUO A L'OFFENSIVE OUVRIERE

Il faut nuancer. Dans une telle situation, le statut-quo n'est profitable qu'aux capitalistes et au pouvoir. Ils ne sont pas parvenus à remporter une quelconque victoire mais ils ne doivent pas garder l'offensive.

Plus « l'équilibre » actuel durera, plus il sera difficile à la classe de mener une offensive plus large.

C'est pourquoi, il faut donner le maximum de force à l'offensive de printemps.

La politique gouvernementale piétine. Les projets restent dans les portefeuilles ministériels. Le moment serait venu pour les organisations ouvrières de le montrer, en marquant l'avantage, comme la C.G.T. aurait dû marquer l'avantage après les consultations E.G.F... Le feront-elles ou non ?

— Il faut enterrer la politique contractuelle. C'est le moyen de mettre à bas toute la politique de « participation ».

— Peu importe que le pouvoir gagne quelques pouces avec sa fameuse politique d'intéressement : ce qui compte d'abord, c'est l'attitude de la classe ouvrière en tant que force organisée ; peu importe qu'un travailleur sur six soit lié, individuellement, aux bénéfices de l'entreprise, si le mouvement ouvrier en tant que tel garde et développe son autonomie, ce qui implique le refus absolu de la politique contractuelle, ou de sa variante dite politique de « concertation permanente ».

Tel doit être l'axe essentiel de notre intervention de militants révolutionnaires aujourd'hui, comme au premier trimestre.

Se battre contre la politique anti-ouvrière du pouvoir, c'est se battre contre la collaboration de classe dans les syndicats, bataille essentielle à la C.F.D.T., puisque c'est autour de la signature du contrat E.G.F. que tournent les discussions préparatoires du congrès.

A la C.G.T., c'est se battre pour une position de principe, inscrite dans les statuts, en faisant valoir que c'est la défense des intérêts à long terme des travailleurs qui implique une position politique de principe, refus de toute forme de contrat, que le contenu en soit jugé bon ou mauvais.

Dans les deux cas, il faut appuyer au maximum les initiatives prévues pour les semaines à venir, les exiger si on n'en parle pas...

M. BUZARD.

avant le congrès c. f. d. t.

Du 6 au 10 mai se tiendra le 35^e congrès confédéral de la C.F.D.T. Ce congrès sera le premier depuis Mai 68. Mais il aura lieu aussi quelques mois après la signature des « contrats de progrès » à l'E.D.F. et à la S.N.C.F. ; les textes préparatoires ont su conserver une confusion savante, derrière un langage « socialiste » entre stratégie réformiste et stratégie révolutionnaire.

Mais bien des militants qui ont adhéré à la C.F.D.T. en Mai, ou qui ont tiré le bilan de Mai 68 ne se retrouvent pas dans la politique menée depuis deux ans. C'est pourquoi il nous a paru nécessaire de tirer, dans une série d'articles, un bilan de l'activité de la C.F.D.T. depuis deux ans pour ouvrir la discussion parmi les militants qui se considèrent comme révolutionnaires à la C.F.D.T. et cherchent une stratégie alternative à la politique droitière de la direction actuelle.

Nous avons eu connaissance trop tard de la « lettre ouverte à la Ligue » adressée par le journal « Lutte ouvrière », pour y répondre dans ce journal. Notre réponse sera publiée après la rencontre prévue entre « L.O. » et nous.

DE MAI 68 AUX CONTRATS DE PROGRES, LA FIN DES ILLUSIONS

La signature des contrats de progrès à l'E.D.F. et à la S.N.C.F. a été une surprise pour bien des militants de la C.F.D.T. Elle a provoqué leur révolte : après l'accord sur les catégories C et D dans la fonction publique, elle démontrait que la direction confédérale et plusieurs directions fédérales étaient bien décidées à mener une politique de collaboration de classe.

Depuis mai, ces camarades ont dû subir une série de douches froides qui les a mené de désillusion en désillusion.

MAI 68

Mai 68 a permis de juger les forces politiques et syndicales : au travers de la lutte, les organisations et leurs directions ont montré ce qu'elles valaient. Apparemment, la C.F.D.T. semble avoir bien franchi cette épreuve.

Non seulement dans les entreprises, des militants de la C.F.D.T. se sont trouvés à côté de ceux de la C.G.T. aux premières places de la lutte, mais la direction confédérale a apparemment elle aussi participé au « mouvement ».

A l'inverse de la direction de la C.G.T., la C.F.D.T. n'a pas tenté de discréditer le mouvement étudiant, et d'opposer étudiants et travailleurs. Elle a ensuite semblé beaucoup mieux comprendre la nature de la grève, ne se bornant pas à en faire un mouvement revendicatif, mais posant le problème d'un « changement de structure », voire de l'autogestion des entreprises par les travailleurs. Enfin elle n'avait pas de manière ouverte, bradé la grève pour les bulletins de vote, ni appelé à la « reprise victorieuse du travail ». Il était alors facile d'expliquer, que la C.F.D.T. seule ne pouvait poursuivre le combat.

Cette attitude a valu au lendemain de Mai, une audience considérable à la C.F.D.T. Des milliers de militants, en particulier de jeunes y adhéraient. Rebûtes par l'attitude opportuniste de la direction de la C.G.T., et par son fonctionnement bureaucratique, ils pensaient trouver dans la C.F.D.T. le syndicat capable de mener leurs luttes, et où de toutes façons, il serait possible de mener un débat démocratique sur le bilan de Mai et les luttes à venir.

Parallèlement, dans toutes les élections syndicales qui ont suivi Mai, la C.F.D.T. gagnait un fort pourcentage de voix, même dans des entreprises de vieille implantation C.G.T. (Renault - Billancourt) ; les travailleurs voulaient ainsi démontrer leur condamnation de la politique de la C.G.T. et leur volonté de poursuivre une action plus radicale, représentée à leurs yeux par la C.F.D.T.

APRES MAI : LA DESILLUSION

Pourtant, quelques mois après Mai, les désillusions allaient commencer. La direction de la C.G.T. allait reprendre comme s'il ne s'était rien passé, sa tactique des grèves sectorielles de quelques heures, disant et démoralisant les travailleurs, comme on le vit chez Renault au lendemain de la dévaluation. Puis dans toutes les grèves du début de 1969.

Mais au lieu de proposer et de tenter de mettre en pratique une autre stratégie des luttes, la direction de la C.F.D.T. se bornait à condamner les actions menées par la C.G.T. en refusant d'y participer, ou y participant, mais en restant à la remorque des propositions de la C.G.T. (12 février et 11 mars).

Derrière ses protestations verbales elle appliquait en fait la même stratégie de luttes.

Ce « suivisme » allait apparaître encore plus nettement à l'occasion de la campagne du référendum. Pour la bourgeoisie, le référendum permettait de résoudre la crise du

gaullisme sur son propre terrain : celui des élections. Elle canalise par là les luttes qui avaient commencé à se développer, vers un objectif électoral, sans danger pour elle.

Là encore la direction de la C.F.D.T. accepta le jeu, et s'intégra à la « campagne du NON », laissant s'éparpiller les grèves.

Quant à l'élection présidentielle, non seulement elle en acceptait le jeu, mais au second tour elle soutenait le bourgeois Poher, sous prétexte de défendre l'« Etat républicain » bourgeois, développant parallèlement ses attaques anti-communistes contre le P.C.F. « Nous n'avons pas de leçons à recevoir en matière de défense des libertés, surtout pas du Parti Communiste. Il sera curieux à l'avenir d'entendre ce Parti parler d'instituer une « démocratie avancée » et dénoncer un pouvoir personnel qu'aujourd'hui il contribue à sauver par sa campagne d'abstention.

Quant à nous, syndicalistes C.F.D.T., nous ne serons jamais absents d'une action qui engage directement la

conception de l'Etat républicain, la défense de la démocratie, et le respect des libertés. »

(Communiqué du bureau confédéral, le 6 juin 69.)

Si de septembre 68 à juin 69 la direction de la C.F.D.T. avait été « à l'ombre » de la politique de la direction de la C.G.T., à partir de septembre 69 elle allait pratiquer une politique de collaboration de classe de plus en plus ouverte, acceptant de signer tous les accords proposés par le gouvernement Chaban pour lier les mains de la classe ouvrière, en lui ôtant sa principale arme : le droit de grève.

A la veille du congrès de 70 le décalage entre les proclamations « révolutionnaires » et la pratique opportuniste de la direction apparaît flagrant à bien des militants. Toutefois, la confusion des textes et des débats qui restent complètement coupés des préoccupations réelles des militants permet d'éluder les véritables problèmes.

Bien des camarades pensent encore qu'il s'agit-là de simples erreurs, de toutes façons qu'il faut attendre une « évolution ».

Le but de cette série d'articles sera de prouver que la politique de la direction actuelle de la C.F.D.T. n'est pas incohérente, mais qu'elle correspond à une orientation politique claire, définie depuis de nombreuses années, qui a guidé les actions menées par la confédération en Mai et depuis.

Nous essaierons de montrer comment il est possible de se battre contre cette orientation et d'y opposer une stratégie révolutionnaire.

C'est pourquoi notre polémique ne sera pas une polémique personnelle contre des individus, mais contre une ligne réformiste, que nous reprochons à la direction actuelle, de tenter de masquer derrière une phraséologie « révolutionnaire ». C'est justement parce que nous pensons que la C.F.D.T. comporte des milliers de militants honnêtement dévoués à la classe ouvrière, mais appliquant une orientation fautive, et d'authentiques militants révolutionnaires, que nous pensons nécessaire d'ouvrir ce débat à l'occasion de la préparation du XXXV^e congrès.

DICK.



**du midi qui
bouge
au midi
rouge :**

les paysans dans la lutte

A la grande satisfaction de la presse bourgeoise locale, « le Midi bouge avec détermination, calme et dignité ». Connaissant ses propres cycles (qui sont souvent ceux du marché du vin) le mouvement paysan se met rituellement en marche, cassant au passage quelques C.R.S. et déboulonnant les voies ferrées. Régulièrement, l'agitation est sans lendemain, la mobilisation sans conséquences sur les perspectives que cherchent les agriculteurs du Languedoc.

LA TRADITION DE 1907

A n'en pas douter, ils constituent, dans une région sous-industrialisée, une force politique. Leur opposition à la politique gouvernementale remonte à bien avant l'avènement du gaullisme. Les prises de position des partis de gauche (y compris le P.C.F.) subissent la pression des revendications vigneronnes (1).

1907 reste la grande date du mouvement paysan régional. Mais les organisations agricoles, la presse et les leaders de tout poil restent étrangement silencieux sur ce qui constituait alors la grande force du « Midi rouge ». La vieille S.F.I.O. n'a pas intérêt bien sûr à rappeler la coordination permanente qu'avaient établie les vignerons d'alors avec la C.G.T. tenue par les syndicalistes révolutionnaires à la Bourse du Travail de Béziers. Les préventions ouvrières et paysannes contre les dispositions trop parlementaires déjà des élus socialistes avaient trouvé ainsi leur sanction pratique. Et le soulèvement du bataillon du 17^e de ligne, mettant crosse en l'air devant l'ordre de tirer sur les manifestants, resterait incompréhensible si l'on n'évoquait pas la politisation et la base sociale (petite paysanne et ouvrière) de 1907. Enfin le rappel de l'histoire des luttes vigneronnes s'incline bien souvent devant l'héroïsme du « grand défenseur de la viticulture que fut Marcellin Albert ». Voudrait-on oublier que ce dernier trahit le mouvement de 1907, en se vendant, corps et biens, au Président radical de l'époque ? Craindrait-on de décrire ainsi le modèle de tous les leaders paysans qui se sont succédés depuis et sévissent encore aujourd'hui ? Le drame en effet des luttes paysannes, c'est qu'elles restent coupées des luttes d'avant-garde, qu'elles sont dévoyées par quelques vieilles barbes ultra-réactionnaires vers des objectifs qui sont des impasses (2). Les hoberaux qui conservent aujourd'hui la direction du mouvement ont intérêt à mettre l'accent sur « le vin arabe d'importation ». D'abord parce qu'ils s'avouent nostalgiques du temps où l'Algérie était française. Ensuite parce qu'ils sont de véritables patrons, dirigeants des exploitations de plusieurs milliers d'hectares.

DE NOUVELLES PERSPECTIVES D'ACTION

Or, au grand dam des notables S.F.I.O., les paysans du Midi commencent à se poser quelques problèmes au sujet du Marché Commun et des questions de structure foncière qu'il soulève (3). Les germes d'une prise de conscience plus radicale se forment ainsi. Le Comité d'Action viticole de l'Aude met justement l'accent, dans un communiqué, sur le fait que pour acheter la terre qu'il travaille un paysan doit aujourd'hui payer 22 % de droits. Par contre, les droits frappant l'achat d'une terre pour y bâtir une résidence secondaire ont baissé depuis quatre ans de 5 %. Les agriculteurs du Midi ressentent directement le processus d'expropriation foncière dont ils font les frais. Et la lutte contre le vin d'Algérie n'est plus à même de faire l'unité du mécontentement. Le mouvement paysan dessine les contours de sa propre reconstruction sur une base anticapitaliste, en organisant le moyen et petit paysan. C'est dans les cantons du sud de Castelnaudary, que cette perspective est la plus avancée. Des « commissions de structure » ont été élues par des assemblées générales de paysans, village par village. Elles réunissent toutes neuf membres et ont pour fonction de lutter contre toute menace d'expropriation. Ainsi procèdent-elles à l'échange direct des terres, à l'amiable et en dehors de toute intervention tierce (4). Plus de 2.000 hectares de terres ont été échangés ou donnés à des agriculteurs jeunes, sans qu'aucun notaire, ce spéculateur si puissant dans le milieu paysan, n'ait pu y mettre son nez. Résultat : il n'y a pas eu un seul achat de terre dans les

cinq cantons par une personne extérieure à l'agriculture. Et quand ce danger s'est présenté, les commissions de structure ont aussitôt réagi : à Puylaurens, 200 agriculteurs ont occupé une terre qu'achetait un médecin toulousain, lequel voulait en chasser le fermier-métayer qui la travaillait depuis vingt ans. Le médecin a annulé son contrat. A Quillan, 70 paysans occupent le cabinet du notaire pour lui interdire la vente d'une terre d'un agriculteur endetté. Le notaire s'est aussitôt rangé aux vues des occupants.

Les commissions de structure regroupent 20 à 30 % de la population agricole de cette zone. Mais elles n'ont pas encore de coordination centralisée et c'est leur grande faiblesse. Pourtant, elles se multiplient de plus en plus. Dernièrement, dans un village de la région de Carcassonne, la simple connaissance des intentions d'un agent immobilier a provoqué l'élection d'une commission de structures. Aussi peut-on affirmer être au tout début d'une nouvelle mobilisation paysanne qui, en s'étendant, appellera ses organes propres de direction. Que ces formes d'action aient apparues dans la zone nord-ouest de la région, celle de la polyculture, ceci s'explique par une maturité politique plus grande des cultivateurs ; mais leur extension progressive aux terres à vigne de l'axe Narbonne-Béziers-Montpellier ne semble pas impossible. D'autant que les problèmes de structure se doublent là de problème de commercialisation. Les trusts du commerce comme Duquesne-Purina et Ouest-Languedoc confrontent l'agriculteur à l'intégration de sa production dans une économie capitaliste concentrée. Même les coopératives ne peuvent plus résister à la pression de ces trusts et on cite dans l'Hérault des cas de surprofits inouïs réalisés par des « marques de commerce » comme Postillon sur la récolte vinicole d'un village entier par le biais de la coopérative. Décidément, il est bien fini le temps où la S.F.I.O. établissait sa main-mise sur les luttes paysannes en se faisant agent de la coopération viticole, permettant l'accession de tous à la petite propriété.

Le type d'intervention des commissions de structure, unifiant toute lutte revendicative paysanne sur un seul axe définit la possibilité d'un retour à un mouvement offensif, libéré de ses entraves (une base sociale trop large), ouvert sur la jonction avec la classe ouvrière.

ET LE P.C.F. ?

Le P.C.F. semble avoir perdu toute imagination depuis 1936, année où la fédération de l'Hérault organisa une grève des vendanges qui eut quelque succès. Après cette date, il confisqua à la S.F.I.O. son audience en milieu vigneron. Il reste depuis lors très soucieux de ne rien faire ni dire qui puisse entamer ses succès électoraux. Ainsi, sans se prononcer sur les relents poujadistes de certaines revendications, affiche-t-il dans tous les villages : « Les paysans ont raison ». Un autre moyen pour lui de s'assurer de la constance d'un fort contingent de voix de mécontents, est le contrôle d'une organisation comme le M.O.D.E.F. (5). Prenant ainsi la défense de la petite exploitation familiale, il satisfait sa bonne conscience anti-monopoliste. Certes, l'unité de la gauche et la recherche d'un programme commun obligent à faire un effort pour remplir le chapitre : « Les paysans dans la démocratie avancée ». Waldeck-Rochet aux journées d'études d'Aubervilliers (13-15 novembre 1964) s'avouait donc séduit par la thèse de l'agriculture de groupe et déclarait : « Dans le cadre de la démocratie véritable que nous voulons établir, non seulement les coopératives de production peuvent renforcer l'efficacité de l'exploitation familiale, mais en même temps, elles peuvent constituer le point de départ d'une agriculture moderne sous la forme non capitaliste et, par là même, favoriser ultérieurement le passage du capitalisme au socialisme. » Beau fleuron d'illusions réformistes, condamnées d'ailleurs on l'a vu, par l'accélération de la concentration capitaliste.

Toujours est-il que le M.O.D.E.F., organisant des viticulteurs plus souvent âgés que jeunes, laisse l'ensemble des petits et moyens paysans sans perspective de lutte autre que les flambées de colère sans lendemain. Comment pourrait-il en être autrement quand on sait qu'est l'homme de paille du P.C. à la tête du M.O.D.E.F. dans la région Toulouse-Carcassonne ? Pas moins qu'un certain M. Doumenc,

Président d'Interagra et de l'Union des Coopératives Agricoles du Sud-Ouest. Autrement dit un camarade qui entretient des rapports réguliers avec la Banque de l'Europe du Nord puisqu'il a créé une société d'import-export avec les pays socialistes. Il importe ainsi actuellement des tracteurs soviétiques très compétitifs sur le marché et pour le bien de tous les agriculteurs puisque leur finition est supérieure parait-il à celle des tracteurs occidentaux. Mais pour couper court à tout aventurisme en matière de gestion, le « camarade Doumenc » a mis sur pied une entreprise de commercialisation des vins d'Espagne, de Grèce et d'Algérie.

Les petits paysans ne sont pas dupes. Et en fait d'organisation de masse, le M.O.D.E.F. groupuscule chez les agriculteurs, se ressent de toute l'ambiguïté de la politique du P.C. sur la question paysanne. Il n'est pas un organe de lutte définissant des formes d'action politiquement éducatives, comment tendent à l'être les commissions de structure. C'est pourtant l'apprentissage de luttes reposant sur une base de classe dont le plus besoin les paysans du Midi à l'heure actuelle.

Des organisations comme le Comité d'Action Occitan interviennent dans ce sens. Renouant avec l'usage de la langue d'Occ, le C.A.O. trouve un écho non négligeable parmi les paysans. « Viticulteurs, paysans, ouvriers, travailleurs de la ville et de la campagne, nous sommes solidaires, disait un de ses tracts dans les manifestations du 27 février. Organisons la lutte contre l'Etat capitaliste. Levons-nous en masse, comme en 1907, mais bien décidés cette fois à n'être dupes de rien ni de personne ». Dans les zones maraîchères de Nîmes, les tracts d'un Comité Rouge paysan ont dénoncé l'énorme farce qu'est la Compagnie du Bas-Rhône Languedoc. La bourgeoisie et ses notables ne s'y trompent pas. Devant les appels lancés pour un combat commun contre le capital, elle se veut rassurée : « Il est bien certain que tel n'est pas le but visé par les exploitants viticoles » (6). Mais elle cache mal sa grande peur : « En cette période agitée, où tout d'ailleurs est prétexte à agitation, il ne serait pas de l'intérêt commun que des éléments incontrôlés ou aventuristes dénaturent l'action viticole ». Peur motivée : le Midi Rouge des clichés de l'histoire languedocienne pourrait bien un jour prochain mériter son nom.

Montpellier, le 28 février 1970.

(La Commission Paysanne de la Région Languedoc-Roussillon de la Ligue Communiste - section française de la IV^e Internationale.

(1) Ainsi en 1967, la Fédération de l'Hérault du P.C.F. organisa-t-elle à Sète une « table ronde » entre dockers et viticulteurs pour tenter de régler le problème épineux de l'importation des vins d'Algérie. Le P.C. cherchait ainsi à concilier sa base électorale paysanne, essentielle pour lui dans la région avec son implantation ouvrière dans le port de Sète (les dockers étant bien sûr favorables à l'importation des vins d'Algérie).

(2) En mai 68, alors que plusieurs responsables du C.D.J.A. de l'Hérault avaient multiplié les efforts pour unir les paysans aux manifestations étudiants-travailleurs, la F.N.S.E.A. s'était opposé à toute jonction. Les « leaders paysans » (Maffre de Baugé, Gauch...) se transformèrent en juin 68, en ardents défenseurs de l'ordre gaulliste retrouvé.

(3) Le 27 février, jour des manifestations de Draguignan, Montpellier et Narbonne, la « Fédération des Elus Socialistes » (sic) lançait un appel pathétique : « Une certaine équivoque règne. Certains n'hésitent pas à rejeter sur le Marché commun, donc sur le traité de Rome, toutes les responsabilités. C'est une grave erreur et un échappatoire. » Saluons la mémoire du « camarade Guy Mollet », signataire du traité de Rome, constructeur de l'Europe des trusts !

(4) Dont les S.A.F.E.R. ont le secret par exemple. On sait que ces Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural peuvent recourir à des procédures exceptionnelles pour remembrer les propriétés. Elles le font le plus souvent pour donner naissance à de très grandes exploitations qui ne peuvent pas concerner les petits paysans.

(5) Mouvement de Défense des Exploitations Familiales.

(6) « Midi Libre » du 27-2-1970.

enseignants

riposte unitaire à l'offensive du gouvernement (meeting parisien le 16 mars)

La Ligue communiste, ainsi que d'autres organisations révolutionnaires, a été contactée par le Collectif d'organisation du meeting des enseignants révolutionnaires pour apporter son soutien militant à la réunion à la Mutualité le 16 mars à 20 heures 30.

La Ligue communiste a décidé de soutenir entièrement cette initiative et de préparer soigneusement ce meeting. Ses militants auront à cœur d'expliquer dans toutes les facultés, les lycées, dans les C.E.T., les écoles normales, les centres de formation professionnelle, le sens et l'importance dans la période présente d'un tel rassemblement unitaire des enseignants révolutionnaires.

LA RIPOSTE UNITAIRE NECESSAIRE FACE A L'OFFENSIVE FRONTALE DU GOUVERNEMENT

Organisé par les courants révolutionnaires du syndicalisme enseignant (F.E.N.), ce meeting marque un pas important dans l'organisation d'une riposte de masse face aux mesures gouvernementales. Dans la situation présente, alors que le pouvoir tente par un déploiement systématique des forces de police de remettre de l'ordre dans l'Université (journée du 26-2 à Paris, intervention policière à Nanterre, arrestation de militants, suspension de professeurs, exclusion d'étudiants et de lycéens, perquisitions, etc.), la tenue et le succès d'un tel meeting ont une importance politique non négligeable. C'est un coup d'arrêt à l'offensive de la répression qu'il s'agit d'organiser. Seule une riposte de masse organisée peut unifier la volonté des enseignants et lycéens qui n'acceptent pas l'instauration de l'ordre policier et de l'ordre moral dans l'Université. Il est évident en effet qu'en l'absence d'une riposte de masse le pouvoir n'hésitera pas à frapper encore plus fort et plus systématiquement, avant d'organiser la chasse aux sorcières « gauchistes » dans l'Université qui commencent à réclamer non seulement Marcellin mais encore différentes forces réactionnaires (U.D.R., parents d'élèves, etc.). Par ailleurs, seule une forme organisée de riposte peut éviter les conduites de désespoir minoritaires et aventuristes qui ne mènent au bout du compte qu'à l'échec et à la démoralisation.

Face à un pouvoir fort qui n'hésite pas à violer régulièrement les franchises uni-

versitaires et les garanties statutaires des enseignants, il est plus que jamais nécessaire d'organiser la volonté de combat et de résistance des enseignants.

REGROUPER UNE FORCE DE COMBAT UNITAIRE FACE AUX APPAREILS DES SYNDICATS ENSEIGNANTS

Mais ce meeting a aussi une autre signification. Depuis la grève générale de mai-juin 1968, l'éclatement de l'Université bourgeoise, les contradictions de l'Education nationale, ont dégagé une frange importante d'enseignants révolutionnaires qui sont décidés à ne pas jouer le rôle de valets du Capital et de chiens de garde de la bourgeoisie. Ces enseignants révolutionnaires cherchent à l'heure actuelle les voies de l'organisation révolutionnaire, tant au niveau syndical (Ecole émancipée) qu'au niveau de l'organisation politique. Ce sont aussi ces mêmes enseignants qui refusent de cautionner la rentabilisation capitaliste de l'Education nationale et l'ordre moral à l'Université. Mais en refusant d'appliquer par le jeu de la participation la loi Faure et les mesures Guichard, ces enseignants se heurtent non seulement à la passivité des directions syndicales mais encore bien souvent à leurs manœuvres fractionnelles. Les directions de la F.E.N. et des autres syndicats enseignants (S.N.E.S. et S.N.E.Sup en particulier), ont en effet participé directement à l'application de la loi Faure dans l'Université. Les directions syndicales ont donc essayé d'éliminer, d'isoler les « gêneurs » en les discréditant et en appelant même sur eux la répression gouvernementale. Par ailleurs, face aux nombreux cas de suspension et de répression, les directions se sont contentées de protestations platoniques et de motions symboliques qui ont permis au pouvoir de frapper de plus en plus fort. Dans de nombreux cas, les enseignants révolutionnaires ont même dû se défendre contre leurs propres directions syndicales, qui, au nom de la neutralité et de la laïcité, ont accepté de faire le jeu du gouvernement.

Le sens du meeting est donc de donner une issue politique et organisationnelle à ces enseignants pour qu'ils puissent, dans les syndicats enseignants, qu'il s'agit moins

que jamais de désertier et de laisser aux bureaucrates, de créer un rapport de force face aux directions syndicales, condition première de toute action ultérieure.

PREPARER L'ACTION UNITAIRE ET GENERALISEE

La réforme gouvernementale qui touche toutes les couches d'enseignants, tous les étudiants et lycéens, est à l'heure actuelle une offensive globale qui vise à mettre au pas l'Université et à l'adapter au capital. Les différentes mesures que le pouvoir a pris depuis le début de l'année : doublement des droits universitaires, augmentation des frais de demi-pension, arrêté Guichard-Boulon de sélection dans la médecine, affaire de la deuxième langue, développement massif des auxiliaires et des contractuels, circulaire de Guichard sur les maîtres d'internat et les surveillants d'externat, austérité budgétaire massive, répression accentuée, sélection dans les facultés de lettres, suppression des diplômes nationaux, etc., convergent toutes. Face à cette offensive, les directions de la F.E.N. et des syndicats enseignants se contentent de communiqués de protestations ou d'actions bidon qui dévoilent la combativité réelle des enseignants, étudiants et lycéens.

Aujourd'hui, il s'agit de préparer les conditions d'une grève générale de toute la branche d'industrie qu'est l'Education nationale, toutes couches réunies.

C'est la seule perspective qui puisse unifier les luttes partielles, tant lycéennes, étudiantes, qu'enseignantes et dégager un rapport de force politique face au pouvoir. C'est aussi la seule perspective politique qui puisse permettre dans le contexte d'instabilité politique de la bourgeoisie, de déboucher sur des actions permettant la jonction avec la classe ouvrière.

La Ligue communiste appelle tous ses militants, tous les sympathisants des Comités rouges à assurer le succès de ce meeting et à y participer massivement. Dès maintenant, dans chaque faculté, dans chaque établissement, il faut discuter de la préparation de ce meeting. Par ailleurs, la Ligue communiste apportera son concours à l'organisation pratique du meeting.

Pour la commission enseignante nationale de la Ligue Communiste.

J. JOHANNES.

communiqué du s.n.c.s.

Un certain nombre de syndicats ont condamné des incidents survenus en particulier à Nanterre (attaque de militants cégétistes et communistes par des membres de la Gauche prolétarienne) et à Grenoble (attaques d'un meeting de l'U.N.E.F. par des membres de la même organisation) en les imputant à des provocateurs fascistes (déclaration de certains syndicats de la Faculté de Nanterre) et en demandant « la dissolution des bandes armées » (déclaration au Bureau du S.N.E. Sup.).

Le B.N. du S.N.C.S. tient, à cette occasion à rappeler la résolution adoptée à la C.A. du 26 avril 1969 :

1. La C.A. du S.N.C.S. condamne tout usage de la force physique, tout usage de pressions de tous ordres contre la liberté d'expression, toute dénonciation nominale appelant à la répression ou appui sur des forces ennemies au mouvement ouvrier dans les discussions entre les militants se réclamant des idéologies du mouvement ouvrier : ces pratiques conduisent la bourgeoisie, sous couvert d'arbitrage, à renforcer sa répression ;

2. Condamne tout amalgame entre tel ou tel groupe et l'ensemble des formations dites « gauchistes », ce qui ne pourrait que jeter la confusion chez les militants ouvriers et dans la population.

Devant les répressions qui se développent à tous les niveaux dans l'Education nationale :

- contre les Assistants des Facultés de Droit ;
- contre les professeurs du secondaire (affaire Courtade par exemple) ;
- contre les lycéens.

Dans l'armée :

- Procès de Rennes condamnant les soldats Hervé, Trouilleux et Devaux ;
- contre les vendeurs de journaux révolutionnaires ;
- dans les entreprises, etc.

Les actions individuelles ou se voulant exemplaires se développent d'autant plus que les organisations de masse (syndicats ou partis) ne se sont pas montrées jusqu'à maintenant capable d'organiser des ripostes rapides et efficaces.

Devant la montée des forces d'extrême droite dans les universités (Nanterre, Assas par exemple) nous ne pouvons nous en remettre à l'arbitrage de la police et du gouvernement pour empêcher le retour à une situation semblable à celle qui existait dans les universités avant mai 1968, où les forces d'extrême droite étaient puissantes.

C'est pourquoi demander purement et simplement « la dissolution des bandes armées » sans faire de distinctions fondées sur des considérations politiques ne peut servir en fait qu'à priver les militants révolutionnaires de toute défense devant la collusion qui a toujours existé entre l'extrême droite et les forces de l'ordre.

En outre, faire appel à l'appareil répressif de l'Etat vis-à-vis d'un mouvement révolutionnaire constitue une collusion objective avec les forces de répression. Ce fait constitue un précédent que le pouvoir pourrait très bien exploiter.

Le S.N.C.S. considère que l'autodéfense qui doit être associée aux ripostes de masse contre les bandes fascistes armées est parfaitement justifiée. Il considère aussi qu'il ne convient pas de confondre les bandes fascistes avec les groupements et les partis appartenant à l'extrême gauche.

lisez
abonnez-vous

la brèche

organe de la ligue
marxiste révolutionnaire suisse

document "brèche"
n° 1 :

Planification et aliénation
(Mandel)

c. p. 1000 Lausanne
20 Sèvein.

nos dernières publications :

- Economie et Politique dans la pensée de Trotsky.
(Marx ou crève, n° 2) 3 F
- Pédagogie et crise de la bourgeoisie.
(Cahier Rouge, n° 13) 3 F
- Le capitalisme français, maillon faible de la chaîne impérialiste.
(Document Rouge, n° 4) 2 F
- La conception policière de l'histoire.
- Le « complot trotskyste » en Tchécoslovaquie.
(Textes du mouvement révolutionnaire)
Cahier Rouge spécial « tchéco » 2 F
- Service national, service du capital.
(Document Rouge spécial) 2 F

COMMANDES A ROUGE
B.P. 201 Paris (19°)



si nos vendeurs sont arrêtés,
notre diffusion ne doit pas l'être
abonnez-vous !

université : rouen

UNE LONGUE CAMPAGNE DE MOBILISATION ET D'EXPLICATIONS :

C'est au terme d'un travail d'explication et de mobilisation de longue durée et d'envergure que s'est joué mardi 3 mars le principal acte de la lutte contre la répression à Rouen.

L'affaire a commencé dans les premiers jours du mois de janvier par l'annonce du rectorat de Rouen selon laquelle 12 étudiants passeraient en conseil de discipline. Petit à petit cette menace se précisait et les motifs invoqués pour ces sanctions étaient connus. Ce fut alors la stupéfaction générale : les prétextes étaient si gros, la volonté de « faire une charrette » était si manifeste, les amalgames réalisés entre des affaires politiques et des prétextes non politiques, les contradictions dans les « chefs d'accusation » et les « témoignages » étaient telles que l'unanimité se fit très vite contre l'arbitraire qui se manifestait en cette occasion.

En un premier temps 1.000 étudiants et enseignants devaient, en un gigantesque contre-procès, juger eux-mêmes leurs camarades et exiger qu'aucune sanction ne soit prise (cf. Rouge, n° 52). Le verdict voté lors de ce contre-procès a donné lieu à une campagne de pétitions et à ce jour près de 2.000 signatures ont été recensées. Avec les 850 F collectés, plus de 50.000 tracts ont été distribués et un dossier a été réalisé par les enseignants de l'Ecole Emancipée à 1.000 exemplaires. Ce dossier contenait tous les éléments (tracts, communiqués de presse, témoignages) de l'affaire et a été diffusé gratuitement dans les C.E.S., C.E.T. ou lycées de l'Académie de Rouen.

UNE PARTIE SERREE :

La bataille politique devait contribuer à une mobilisation continue et à préparer le terrain d'un éventuel affrontement avec le pouvoir. L'administration a dû reculer : de 12 étudiants initialement impliqués le chiffre est passé à 7. La « commission d'instruction » chargée de constituer les dossiers a d'abord refusé de les déposer, les jugeant insuffisants. Seuls six étudiants ont été appelés à comparaître en définitive. La date du conseil a été fixée au 12 février puis au 17 février et enfin reportée au 2 mars. Les doyens et enseignants libéraux s'appliquaient tous à multiplier les prises de contact d'apaisement, jurant leur bonne foi que les sanctions ne seraient pas prises. Nombre d'enseignants prirent en faculté de lettres comme dans celle de droit et de sciences, position contre le recteur. (Pas le SNESup-Lettres qui acquiert la triste réputation d'être à Rouen l'un des plus réactionnaires de France).

PLEIN SUCCES DE LA MARCHÉ SILENCIEUSE

Lorsque fut connue la date du conseil de discipline, il fallait trouver l'initiative, le type de mobilisation « ad hoc », sachant que le mouvement étudiant — isolé par le mutisme des organisations de « gauche » traditionnelles et par celui des syndicats — ne pouvait envisager une bataille frontale avec la police. Ce fut la marche silencieuse : ainsi 1.000 étudiants ont parcouru les 3 km qui séparent la faculté de lettres du rectorat pour accompagner leurs six camarades. Des C.R.S. et des policiers en nombre entouraient le rectorat. La manifestation est parvenue jusqu'à la porte d'entrée, encerclant le car de police qui se trouvait là. L'exigence formulée fut la suivante : départ des policiers préalable à l'entrée des étudiants « accusés ». Les négociations durèrent : la police fit descendre de ses voitures une poignée de fascistes qui crièrent et insultèrent de loin la manifestation, plusieurs voitures tentèrent de passer dans la rue obstruée en fonçant sur les manifestants, mais aucune des provocations ainsi mises sur pied n'eut de suite. Le recteur refusa aux avocats des six étudiants de pouvoir s'adresser au conseil de discipline et usa de son seul pouvoir discrétionnaire pour refuser de faire partir les policiers. Il fit débiter quand même le conseil de discipline (avec il est vrai deux heures de retard). Le cortège alors prit la décision de conserver en son sein les six « accusés » et de ne pas les laisser comparaître sous la garde des flics. La marche silencieuse reprit pour traverser la ville.

D.R.



UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE ET UN CONSEIL DE DISCIPLINE FANTOCHE

Nombre de nouveaux étudiants ont participé à la « marche » comme au « contre-procès » : les formes d'action choisies en fonction du contexte politique ont « collé » à la réalité et permit à la lutte d'atteindre son ampleur maximale. La population rouennaise a accueilli favorablement cette campagne (pourant si difficile sur le thème de la répression). Des remous se produisent dans les syndicats enseignants contre la passivité des directions. Des sanctions lourdes ont été prises : cinq suspensions de l'université de Rouen avec sursis, deux suspensions fermes d'un an et de deux ans, deux réprimandes ont été réparties entre les étudiants. La répartition de ces sanctions s'est faite selon la devise « diviser pour régner » et ce à l'initiative des militants du P.C.F. et « U.N.E.F.-renouveau » : en effet ceux-ci ont distribué avant le conseil un tract disant qu'ils défendraient certains des étudiants mais qu'ils accusaient les autres de faits inqualifiables (1). Le conseil de discipline s'est tenu (avec la participation des membres du P.C.F.) sans « accusés », sans « témoins » et sans « avocats » comme une pantomime dérisoire. La « justice universitaire » était commandée par un arrêté de Guichard et par les flics de Marcellin. Mais la division voulue par le P.C.F. et le rectorat — pour des motifs différents — afin d'affaiblir le mouvement, et la répression si criante et si dure — eu égard aux prétextes invoqués — n'ont pas démobilisé le mouvement étudiant.

GREVE DE L'UNIVERSITE DE ROUEN JEUDI 5 MARS ET MEETING INTER-FACULTES :

En effet de telles sanctions prises en face d'une mobilisation exceptionnelle ont eu pour effet de radicaliser de nombreux étudiants. Des dizaines et des centaines de nouveaux militants se dressent aujourd'hui et c'est là le résultat de la politique gouvernementale. La faillite complète de la « participation », le démantèlement de l'université ont créé les conditions objectives pour que se resserrent et se multiplient les rangs du mouvement étudiant.

Ce « nouveau » mouvement étudiant ne connaîtra pas les luttes du même genre que celles de mai 68. Mais ce n'est pas parce que, pour un temps encore il demeurera isolé, qu'il devra inévitablement courir à l'aventure. Au contraire la situation actuelle lui donne une éducation, une maturité politique nouvelle : l'acquis, l'expérience de mai 68 sont là et s'ajoutent à la capacité accrue des organisations d'avant-garde de conduire les luttes. A Rouen, une dimension nationale a été donnée à la lutte locale par les événements de Nanterre. Et les mots d'ordre de la grève qui a été votée à l'appel commun des organisations d'extrême-gauche pour le jeudi 5 mars en témoignent :

- abolition des sanctions contre les six étudiants ;
- retrait des forces de police du campus de Nanterre.

C'est la politique de Guichard qui, objectivement, crée la situation actuelle de l'université : et Guichard — ou son successeur — devront un jour en payer la note. Elle sera sévère.

(3-3-70), R. NORMAN.

(1) A la suite de cette dissociation, le rectorat a renoncé à toute cette affaire (alors qu'au début, cinq membres de la Ligue avaient été accusés) et a chargé injustement les cinq autres camarades anarchistes. Nous considérons ces sanctions comme des sanctions contre tous les militants politiques d'extrême-gauche : le rectorat a voulu faire une charrette et à défaut de nous attaquer de front, il a délibérément fait « payer » les autres camarades. Nous combattons la dissociation opérée par le P.C.F. La grève doit être unie et massive, jeudi 5 mars, pour exiger la suppression de toute sanction, quelques soient les désaccords avec les camarades anarchistes.

ni flicologues ! ni flichiâtres !

L'U.E.R. de sciences humaines cliniques prétend se situer dans la lignée de mai 68. En effet, une série de psychanalystes et de psychologues « progressistes » en réaction contre le rôle de la psycho en société capitaliste, forts de l'appui d'étudiants encore imprégnés de l'esprit de mai, par le biais de pétitions largement signées, avaient décidé de contraindre le ministre Faure à créer l'U.E.R. de S.H.C.

SON IDEOLOGIE

L'idéologie de cette U.E.R. veut faire croire qu'une nouvelle psycho au service de l'individu (et non plus du patron ou de l'Etat bourgeois) peut s'instaurer dans cette société. Elle veut aussi faire croire que la lutte idéologique, psychologie clinique contre psychologie testeuse, est en soi une lutte politique qui se suffit à elle-même.

Le gauchisme verbal de cette nouvelle orientation de la psycho parvient mal à camoufler son origine : l'évolution nécessaire du rôle du psychologue en fonction des exigences du capital. Le psychologue en effet ne doit plus être seulement un bon technicien sélectionneur et directement répressif, il doit être ouvert aux problèmes humains c'est-à-dire résoudre les prétendus conflits entre l'individu et la société (qu'ils s'expriment dans l'entreprise ou sous forme de maladie mentale).

Cette nouvelle fonction du psychologue s'inscrit très exactement dans l'idéologie participationniste.

LES CAUSES DE LA LUTTE

Mais l'U.E.R. de S.H.C. n'a pas obtenu les moyens de sa politique, ou plutôt de son idéologie.

Pour fonctionner comme prévu, le conseil de gestion a dû utiliser en un seul trimestre son budget annuel. Austérité oblige. Dès le 1^{er} février, il n'y avait plus de crédits pour assurer le traitement des enseignants et la poursuite des cours. Après de vaines tractations au ministère pour l'obtention de crédits supplémentaires, le conseil de gestion convoque à la hâte une assemblée générale comme moyen de pression.

L'A.G. désavoue le conseil et condamne la participation (les représentants étudiants démissionnent). Elle décide de faire débrayer les T.P. et de mettre sur pied un collectif des délégués de T.P. La mobilisation n'est motivée à cette étape que par le manque de crédit. Les enseignants menacent de cesser le travail à partir du 26 si la situation reste inchangée.

L'EVOLUTION DE LA LUTTE

En 10 jours, le débrayage est général. Et la lutte se transforme qualitativement. Le collectif des délégués de T.P. organise une deuxième A.G. qui vote à l'unanimité le principe de l'élargissement de la lutte et de la grève active :

- sur le terrain universitaire par la liaison avec les autres U.E.R. en lutte ;
- avec le milieu professionnel de l'hygiène mentale.

Le collectif des délégués de T.P. organise concrètement la grève active. Un comité de lutte regroupant militants organisés ou non impulse les initiatives politiques et élabore le matériel de propagande.

Dans ce cadre, les militants de la cellule psycho de la Ligue proposent, pour briser l'isolement, non pas d'aller informer la population en général avec des moyens d'action limités, mais d'opérer la jonction, dans la limite des forces militantes, avec les institutions rattachées à l'hygiène mentale. A cette fin, plusieurs lieux d'intervention sont déterminés comme : l'Institut de Psycho, l'I.N.O.P., les C.H.U., les hôpitaux psychiatriques. Une conférence de presse est prévue avec des professionnels, des enseignants et des étudiants. Diverses actions spectaculaires sont envisagées contre l'Ordre des médecins, la société de psychanalyse. Enfin on prévoit la représentation de la pièce de Gatti sur la journée d'une infirmière.

Par ailleurs des commissions sont mises en place sur le rôle du psychologue, la rentabilisation de l'hygiène mentale.

UNE LUTTE POLITIQUE

La lutte des sciences humaines cliniques montre comment les étudiants en lutte organisent leur propre lutte et comment au travers de cette organisation une lutte revendicative simple se transforme en lutte politique. La grève annoncée par les crédits a vu son réformisme dépassé de même qu'étaient dénoncées les illusions revenant à réclamer une « bonne » psycho « au service des travailleurs ». L'accent a été mis sur la nécessité de jonction avec les luttes de la profession. Le lien entre la formation universitaire et le rôle du psychologue dans la société est apparu comme le point politique central résumé par le mot d'ordre :

NI FLICOLOGUES !

NI FLICHIATRES !

les lycéens et la seconde langue



Le « malaise des âmes », si cher à la logomachie pompidolienne, semble être devenu une réalité dans les lycées. De façon encore confuse, implicite, on remet en cause la discipline, le contrôle des connaissances, le contenu de certains enseignements. En un mot, on refuse le retour à l'ordre, cet ordre que Mai 68 avait cru bon d'abolir.

Ce mécontentement se cristallise aujourd'hui autour du problème de la circulaire Guichard sur la deuxième langue. Mais qu'on ne suspecte pas les lycéens de Balzac, Paul Valéry, Fénelon ou Voltaire d'être mus par des intérêts corporatistes : car finalement, la suppression de la seconde langue, c'est toujours deux heures de gagnées sur l'emploi du temps ! En fait, ce qui est en cause, c'est toute une politique dans l'E.N., visant à former le plus rapidement possible, et aux moindres frais, un lycéen plus rompu aux techniques de la gestion d'entreprise qu'à l'assimilation d'une culture générale.

La nature de la bataille autour de la seconde langue est cause de ses limites : circonscrite au seul terrain corporatiste, elle permet soit une déviation gauchiste (« luttons jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à l'abrogation de la circulaire), soit une déviation purement réformiste (« refusons de politiser le problème »). En fait, il s'agit d'attaquer la circulaire en tant que partie intégrante des mesures contenues dans la loi Faure - Guichard. Ce qui pose d'emblée la nécessité d'entamer un travail de réflexion sur la nature et la fonction de cette loi et de comprendre que la lutte contre la circulaire, partie intégrante de la lutte prolongée contre la politique bourgeoise à l'Université, ne peut être que limitée, sous peine de voir surgir les déviations dont nous parlons plus haut.

On ne peut impunément développer des illusions sur les possibilités de succès de la lutte, sans risquer de voir s'opérer une démolition profonde quand il faudra

la terminer. Il ne s'agit donc pas d'appeler à la grève générale dans les lycées pour l'abrogation de la circulaire mais bien, là où le terrain s'y prête, de mener des actions (pouvant aller jusqu'à la grève) qui aient surtout valeur de démonstration politique.

C'est ce type de difficultés qu'ont connues les camarades de Balzac au cours de leur récente grève. La grève démarre le lundi 23 février, après une A.G. de 1.200 élèves qui élit un comité de grève. La seconde langue, ainsi que des problèmes de locaux sont en cause (suppression d'une classe de terminale, entraînant des effectifs de plus de 40 élèves dans d'autres terminales). Très rapidement, se pose le problème du débouché politique de cette grève : une solution — partielle — est trouvée, par la mise en place de commissions (sur l'armée, la réforme Guichard, puis une commission propagande). Parallèlement, le comité rouge édite un matériel de propagande, dont un « schéma de thèses à propos de la réforme de l'enseignement, soumis à la discussion au lycée H. de Balzac ». La grève dure jusqu'au 2 mars, après une interruption les 26 et 27 février. La grève cessera sans que la circulaire Guichard ait été abolie. Par contre, elle aura permis d'accentuer la sensibilisation des lycéens aux problèmes posés aujourd'hui : même s'il est frustrant de ne pouvoir descendre dans la rue tout de go, il faut comprendre qu'une lutte prolongée se prépare, notamment à travers de telles mobilisations ; elle ne peut se satisfaire de mouvements sporadiques et spontanés, et mieux vaut limiter une grève dans le temps que de la voir s'effiloche. Tant que la situation politique ne nous permettra pas de tenir la rue, tant que la bourgeoisie utilisera les moyens de répression qu'elle se permet actuellement, les mobilisations partielles connaîtront ces limites. Mais elles sont nécessaires pour la suite...

halle aux vins : une majorité silencieuse qui fait du bruit

LES FAITS

Le 25 février, Tomi Schwaetzer, physicien autrichien, interdit de séjour en France pour avoir aidé les déserteurs américains, doit soutenir sa thèse d'université. Dans une lettre adressée la veille au jury composé de MM. Cagniard, Glangeaud, Machler et Guerrier, le vice-doyen Gauthier met en garde celui-ci contre toute irrégularité et rappelle en particulier que : « Si la soutenance ne se déroulait pas dans des conditions légales (par exemple, non présence physique du candidat) il y aurait faute professionnelle ! » Conscient des difficultés administratives qui pourraient résulter de son absence, Schwaetzer rentre clandestinement en France et se présente « physiquement ».

C'est alors que sous la pression conjointe du ministère de l'intérieur et du cabinet du doyen (le président du jury passe une heure, puis encore 5 minutes au téléphone avec la préfecture), Cagniard et Glangeaud subordonnent la soutenance de thèse à l'autorisation de la préfecture de police. Viennot, chef du personnel (et flic-chef de la fac) et Gauthier se rendent sur les lieux de la soutenance pour faire sortir Tomi Schwaetzer de la fac : il s'agit évidemment d'éviter à Zamansky de faire entrer la police dans l'enceinte universitaire. Viennot et Gauthier se portent garants de la sécurité de Schwaetzer qui, de guerre lasse, accepte de se rendre à la préfecture sous la garde de Viennot et Gauthier. Là on lui propose soit un procès et son incarcération immédiate, soit l'expulsion. Il choisit la première solution, mais on lui refuse de pouvoir s'expliquer : il est expulsé le 26 au soir.

Le 27, deux A.G. se réunissent pour chercher les moyens de riposter à cette collusion flagrante du doyen et de ses larbins professoraux avec les flics. Le nombre de participants (500) atteste de l'importance des forces militantes disponibles et du climat de mécontentement général sur la faculté.

Néanmoins, il n'est rien sorti d'immédiatement tangible de cette première mobilisation. Au contraire, la seconde A.G. s'est terminée dans un chahut indescriptible pour la plus grande joie de l'U.E.C. dont le souci constant en toute occasion est d'en finir au plutôt avec ce genre de mobilisation de masse qui gêne sa politique. Sa proposition, un arrêt de travail le plus court possible. Parallèlement la démagogie vociférante de l'A.J.S. appelle à grand fracas les chères directions syndicales (« les directions syndicales à la tribune » scandent les militants de l'A.J.S. !) malheureusement, peu sensibles à ses appels émouvants.

Le mouvement étudiant doit en finir avec ce type d'A.G. qui n'a comme effet que de faire avorter les ten-

tatives de mobilisation étudiante. Il est impératif de structurer ces A.G. ; sans cela le mouvement qui commence à prendre forme actuellement de façon extrêmement prometteuse avortera. » (Tract des cellules sciences de la Ligue.)

POURQUOI UNE TELLE MOBILISATION

La fac est entièrement aux mains d'une clique de profs réactionnaires : les Zamansky, Pisot, Ussersfeld, Dubreuil, sans parler des petits tyrans locaux comme Cagniard déjà cité. Ce groupe, partisan de la répression directe et systématique, veut prouver à la bourgeoisie que cette politique lui permet de maintenir l'ordre dans « sa » faculté.

La Halle aux vins subit la crise générale de l'Université : manque de débouchés, enseignements traditionnels peu rentables et en voie de disparition... Les examens-guillotine et la sélection féroce ont créé un mécontentement latent chez les étudiants. Mais ceux-ci comprennent parfaitement qu'il n'est pas possible de gagner sur ce terrain. L'affaire Schwaetzer a permis de débloquent cette situation.

Les chercheurs subissent l'arbitraire des patrons dans les labos (exclusion de syndiqués...).

Les enseignants subissent la monopolisation des centres de décision et d'informations par la clique de Zamansky.

COMMENT S'EST MENEÉ LA LUTTE

Le lundi 2 un tract des cellules sciences de la Ligue est distribué aux étudiants en lutte pour préciser les objectifs que nous pensons qu'il faut se fixer et tirent le bilan des A.G. du vendredi.

NOUS REFUSONS L'ARRETE d'expulsion, et nous donnons comme objectif le passage de la thèse Schwaetzer, non pas pour la thèse en elle-même (il y a peu de chance pour qu'elle soit validée), ce qui importe, c'est le rapport de force que nous sommes capables d'imposer vis-à-vis de Zamansky : une victoire qui en ce point permettrait sans doute à de nouvelles luttes d'éclorre dans la faculté.

Nous exigeons que les professeurs du jury prennent position publiquement sur les questions suivantes :

— la situation de Schwaetzer en France était-elle légale ?

— est-ce que toutes les conditions universitaires et scientifiques étaient réunies ?

— êtes-vous prêts à faire partie du nouveau jury ?

— la solidarité active avec la grève du S.N.E. sup, solidarité qui peut prendre la forme d'une grève étudiante ;

— organisons en amphithéâtre le procès de Cagniard, de Viennot et de l'administration mis en accusation par les étudiants, les enseignants, les chercheurs et les techniciens en lutte contre la répression ;

— nous imposerons la tenue de la soutenance de thèse à la Halle aux vins. Jusque-là, organisons le boycott de toute autre soutenance de thèse.

Après des négociations avec des militants de l'« UNEF Paris-Sciences » (formée exclusivement des militants du PSU et d'HR) une réunion unitaire avec la ligue, l'UNEF, le collectif SNES sup, la GP, se tient, dure 4 heures et ne débouche sur rien.

Le lendemain, l'UNEF Paris-Sciences appelle à une A.G. et refuse de créer avec les organisations déjà nommées un collectif unitaire.

Contrainte par nos camarades devant le collectif du SNES sup, l'UNEF accepte une réunion unitaire pour préparer l'A.G.

Cette A.G., qui réunit 800 étudiants, représente une étape importante de la mobilisation et permet d'organiser le mouvement sur les objectifs proposés par le collectif unitaire.

C'est aussi une réussite parce que le bordel habituel des A.G. étudiantes est mis en échec par une structuration politique de l'A.G. Le lendemain, l'UNEF tente une nouvelle fois, en se retirant du collectif de plaquer le sigle UNEF sur le mouvement.

Sa tactique ayant échoué, elle est contrainte à participer à l'organisation unitaire du meeting-procès.

PERSPECTIVES

D'une part, le fait que la direction du mouvement reste une direction unitaire permet l'extension de la lutte et empêche la querelle intergroupeuse de prendre le pas sur la mobilisation étudiante.

D'autre part, la tenue du meeting-procès et le passage de la thèse de Schwaetzer débloquent la situation et pourront permettre à la mobilisation de déboucher sur une deuxième phase.

Le 4-3-70
Cellules Sciences de la Ligue Communiste

nanterre : ricœur démission !



LE GOUVERNEMENT, LA PRESSE ET L'OPINION PUBLIQUE

L'Université, c'est la pagaille, s'entend à constater sur des registres divers, allant de l'indignation à l'indifférence sceptique, l'ensemble de la presse, du *Parisien Libéré* au *Figaro*, du *Monde* à *l'Humanité*. Il faut croire que la pagaille est contagieuse. Il n'est qu'à lire cette presse depuis trois semaines pour en être convaincu. Il y a une semaine exactement, la campagne de presse était à son apogée. La seule façon d'éviter que ça tourne mal à Nanterre, qu'après l'humiliation de Ricœur, on assiste au viol de la fille de Missoffe, était de faire donner les pèlerines noires. Ricœur craint le meurtre, disait le *Parisien Libéré* de jeudi dernier : qu'attendent les Pouvoirs publics, concluait *L'Aurore*.

Ils cessèrent d'attendre : vendredi, les flics étaient sur le campus, cherchaient délibérément en fin de journée à dénicher les gauchistes et s'attiraient la riposte de six cents étudiants.

Lundi, les conseillers d'autorité se faisaient plus prudents. *L'Aurore* affichait en 1^{re} page : « Les forces de l'ordre sont intervenues. Faut-il applaudir. Oh ! non, tout cela est déplorable ». En page centrale, le lecteur trouvait l'explication des soupçons de Guérin. Semaine critique titrait la relation des affrontements du vendredi. Et l'ombre de mars 68 pointait dans la fin d'article. Le *Parisien Libéré*, *Paris-Jour* entonnaient le même chant le lendemain. *Paris-Jour* : « Nanterre comme en mai 68 », et *L'Aurore* d'avouer : « Dans cette affaire, personne ne sait comment on pourra ramener le calme. A Nanterre, et ailleurs ».

Bref la peur, la peur de voir ressusciter le mouvement étudiant qu'on croyait enterré avec le « 22 mars nanterrois », la peur de luttes étudiantes brisant leur localisme pour s'affirmer comme riposte nationale à la politique du gouvernement à l'Université. Crainte bien fondée que confirmaient les événements du mardi 3 mars. Et *L'Aurore* de rager : « Ricœur déclare : « C'est la faute de la police », Guichard : « Nous ne serions pas intervenus sans l'appel du Conseil de gestion ».

Marcellin matraque sans distinction et Guichard se refuse à lever les bras au ciel ou brandir la menace, et *L'Aurore* de conclure : « L'opinion publique se refuse à rentrer dans les subtilités par trop intellectuelles (sic) de l'Education nationale. Elle en a « par-dessus la tête » (ras le bol disent les mao-spontex) des contestataires de Nanterre. Si ceux qui ont la charge de l'Université française se révèlent incapables d'assumer leur tâche, qu'ils en subissent les conséquences ». Comme l'appel à la matraque ne donne rien, il ne reste à *L'Aurore* que l'impuissance rageuse. Et à toute la presse bourgeoise à compter les points. C'est là le signe le plus flagrant d'un renversement de situation que nous pouvions opérer dans les Facultés. Certes, il n'est pas dit que nous aboutirons d'emblée à briser la politique gouvernementale à l'Université mais les premiers coups d'arrêt lui sont donnés. L'opinion publique hostile, il y a cinq jours, hésite. C'est le moment de développer l'offensive étudiante, de faire de la riposte nanterroise une riposte nationale.

D'UN DOYEN A L'AUTRE : FAIRE SAUTER LE VERRU DE LA MOBILISATION ETUDIANT

Depuis près de deux ans, c'est sous le couvert des forces réformistes que le gouvernement met en place les conditions de réalisation de sa politique de rentabilisation capitaliste. Pour ce, le gouvernement n'a pas hésité à une débauche de concessions. « Faure coûte cher » titrait *L'Aurore*, il y a encore peu de temps. Mais Faure aurait été indispensable à la mise en place de la participation, à l'éclatement et la division du mouvement étudiant. En mai 68, les forces réformistes à l'Université étaient dans le sillage des forces révolutionnaires : en juin 69, elles étaient au service du gouvernement. Aujourd'hui, il est possible de prendre notre revanche de janvier 69, il est possible de faire la démonstration à ces propres forces de l'échec de la politique réformatrice et de la mystification qu'est la participation. C'est la condition de la riposte étudiante.

Faure d'abord et Guichard, voulait le gouvernement. Ricœur en place à Nanterre, c'était la contestation sous tutelle. Quinze fois en début d'année, les spontex anars et maoïstes divers ont échoué à mettre au pied du mur Ricœur. Démagogique, ce chrétien était plus que les populistes. L'alphabetisation, j'en ai fait une entreprise de l'Université, et il est prêt encore à dire aujourd'hui : « Quant à la lutte pour le fonctionnement de l'Université, il ne l'a pas cessé, il l'a couverte de son autorité ». En décembre comme le souligne avec tant de force *l'Humanité*, Ricœur, à la tête du conseil de gestion, avait mis la Faculté en grève et avait obtenu en partie satisfaction (un millier d'heures supplémentaires). Pouvait-on rêver meilleur gestionnaire : réformiste, cet homme était là pour rappeler au gouvernement ses devoirs envers l'Université, chrétien il était là pour faire face à la contestation des

âmes étudiantes dépitées du peu de consistance de l'idéologie bourgeoise à notre époque.

En mai 68, Ricœur l'avait affirmé : la réalité du mouvement étudiant, ce n'est pas la lutte contre la société capitaliste et pour la construction d'une société socialiste, c'est la contestation permanente. Un phénomène qui touche tous les pays, tous les systèmes et à qui il faut faire une place souhaitable. Mais quand le mal des âmes pousse le sérieux jusqu'à la « névrose de délinquance », Ricœur s'aperçoit que dans ces conditions la Faculté ne peut plus marcher, qu'il faut trouver une solution. Tout est psychologie dans la tête de Ricœur et tient lieu de politique. Les bidonvilles sont bien embêtants, car ils sont visibles. Chassez les apparences, c'est le dernier mot de sa thérapeutique contestataire. Il est regrettable qu'entre le bidonville et la faculté, aucun environnement urbain ne fasse tampon, déclare-t-il le 25 février. Et tout le reste à l'avenant. On n'a pas la place de montrer ici comment à l'époque des philosophes d'Etat orgueilleux de l'ordre bourgeois Jacobin a succédé une époque, la nôtre, dans laquelle les derniers des philosophes cachent comme une maladie honteuse leur relation avec l'appareil d'Etat, ou le parlement, mais cessent d'être philosophes.

Ricœur est acculé au choix. Il l'avoue à qui veut l'entendre. J'ai échoué. Faillite du réformisme de gauche. Mais, dit-il encore, c'est temporaire. En fait, le réformisme vient trop tôt.

Sans doute faut-il avant que l'heure de ce réformisme sonne qu'ultra-gauchistes et ultra-marcellinesques s'affrontent et s'épuisent dans des combats. D'où sans doute le flegme de Ricœur et son silence devant les affrontements de lundi et mardi.

Certes, il ne s'agit pas de mai 68 mais les A.G. que nous avons convoquées avec nos camarades du P.S.U. tant en lettres qu'en Droit les trois derniers jours regroupaient plusieurs milliers d'étudiants, et c'est de l'aveu même de la presse, deux milliers d'étudiants qui étaient face aux forces de l'ordre lors des affrontements du lundi et du mardi.

Si cela n'est pas suffisant pour éclairer Ricœur, qu'il lise les déclarations de Peyrefitte publiées le 3 mars dans toute la presse. Selon le ministre de l'Education nationale, l'autonomie issue de mai 68 est une catastrophe financière et politique : ce qu'il s'agit de réaliser, c'est l'autonomie concurrentielle des Facultés, mettre en concurrence à l'américaine sur le plan des diplômes, de l'enseignement, les Facultés, accroître les droits d'inscription, etc. Payer 5.000 F lourds de droit d'entrée selon Peyrefitte guérira les contestataires de leur légèreté, mais aussi les travailleurs d'envoyer leurs enfants à l'Université. En acceptant les fonctions gestionnaires, Ricœur n'a pas élevé un mot contre l'augmentation des droits universitaires en début d'année. Dès cet instant-là, il avait choisi son camp. L'en détacher n'est pas mince affaire (A ce jour, 5 mars, il n'a toujours pas démissionné) mais c'est une tâche indigne. Dès samedi matin, nous avançons et soulignons l'importance des mots d'ordre de démission de Ricœur et du Conseil de gestion. Le tract que nous avons rédigé pour le lundi 2 mars fixait cet objectif comme fondamental pour montrer comment les événements nanterrois étaient l'aveu par le gouvernement que la participation n'était qu'un moyen de mettre sur rail les plans de sélection et de répression de la bourgeoisie.

Pour n'avoir pas compris que les tâches gestionnaires ne sont pas neutres dans la société capitaliste, Grappin, en mai 68, s'était retrouvé instrument d'une répression féroce. Ricœur, pour la même raison, se trouve devant le même dilemme : ou être agent de la répression ou démissionner. Il n'est pas sans le savoir : ses atermoiements sont d'autant plus coupables. Continuons d'exiger la démission de Ricœur et de tout le Conseil de gestion. Un premier point important, nous l'avons marqué lorsque le Mouvement d'Action et de Recherche Civique (Marc 200) a démissionné tant en Lettres qu'en Droit. Dans ce sens, nous avons souligné l'attitude des élus U.E.C. et P.C.F. au sein du conseil de gestion. Alors que toute la presse s'empressait lundi à aujourd'hui à souligner qu'il n'était pas question que Ricœur démissionne et que le conseil de gestion revienne sur la demande de banalisation, *l'Humanité* du 3 mars affirmait que l'objectif du gouvernement était d'obtenir la démission des conseils élus. « Les conseils de gestion élus démocratiquement par les étudiants s'opposent à la politique réactionnaire du gouvernement à l'Université. A Nanterre le gouvernement tente actuellement de faire sauter le verrou ». Contre-vérité flagrante mais il n'est pas d'autre moyen de défendre la participation au moment où celle-ci s'effondre.

Dès le samedi, nous prenions l'initiative de rencontrer nos camarades nanterrois du P.S.U. Sur la conception et les moyens de la riposte, l'accord se fit rapidement. L'instrument de cette lutte serait notre propre accord P.S.U.-Ligue que nous essayerons d'étendre à l'A.J.S. et autres groupes politiques révolutionnaires en milieu étudiant (V.L.R.), etc.

Dès le lundi, l'accord sur ces perspectives nous permettait de déployer une riposte de masse unitaire et organisée qui mettait en échec les pratiques groupusculaires des divers groupes anarcho-maoïstes.

SCALABRINO.

le 2^e souffle ?

LE NOUVEAU MILIEU ETUDIANT

Depuis Mai 68 et l'apogée du mouvement du 22 mars, le divorce n'a fait que s'accroître entre le mouvement et le milieu étudiant.

D'un côté, un mouvement désespéré en prise aux fantasmes de Mai, une UNEF paralytique où les batailles de validation des mandats par avocats interposés ont pris la place de tout débat politique.

De l'autre côté un milieu enraciné dans ses études par la réforme Faure. Un milieu atomisé, dispersé au gré des nouvelles installations universitaires (Clignancourt, Dauphine, Vincennes, St-Maur, Asnière) fragmenté par la multiplication des Unités de valeurs et des UER, sans unité, ni lieux de regroupement. Un milieu tenu en laisse par le contrôle continu des connaissances. Un milieu exaspéré par les mobilisations incantatoires des vétérans de Mai qu'il ne reconnaît pas pour les siennes.

Et voilà que ce milieu bouge. La politique universitaire du pouvoir, soucieuse de satisfaire simultanément à l'ordre, à la sélection et à l'austérité a dépassé la mesure.

LE MILIEU ETUDIANT FACE AU POUVOIR

Cette politique qui veut trop en faire ne ménage pas ses moyens :

... Répression systématique contre les enseignants rendus vulnérables par la généralisation de la contractualisation : assistance et auxiliaire.

... Sélection des étudiants organisée et planifiée par les différents arrêtés Guichard - Boulin en médecine, Guichard en langues.

... Suppression des franchises universitaires avec la banalisation du campus de Nanterre.

... Collaboration et collusion toujours accrues entre l'administration universitaire et le pouvoir bourgeois comme en témoigne l'affaire Schwaetzer en fac de sciences où Zamansky incarne à la perfection l'enseignant-flic.

C'est une politique de rentabilisation de l'Université et de mise en place d'une Université disciplinaire dont Peyrefitte, de retour des U.S.A., explicite la logique conformément aux analyses faites par les révolutionnaires : « Sans compétition, l'autonomie des universités aboutit à la sclérose et à l'isolement ! » En clair : vive l'autonomie concurrentielle préfigurée par la dévalorisation des diplômes de philo, mathématiques et éco-po. de Vincennes ! De plus la « gratuité de l'enseignement est génératrice d'irresponsabilité », en facturant « les études à prix coûtant » on obtiendrait des étudiants responsables... et rentables au tarif de 5.000 NF annuels. Rappelez-vous le petit coup de sonde de l'augmentation des droits en début d'année !

LA MOBILISATION

Face à cette politique gouvernementale qui met les bouchées doubles, le nouveau milieu étudiant se trouve jeté dans la lutte. Sa mobilisation est d'abord REVENDICATIVE, voire corporative : contre tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Mais d'emblée elle a un caractère DE MASSE, celui d'une masse d'étudiants soumis au même sort et longtemps réduits au silence. Enfin, dans la mesure où elle est directement confrontée au pouvoir et à un pouvoir qui ne veut pas céder d'un pouce, cette mobilisation à une dynamique de radicalisation et de politisation très rapide comme l'attestent les luttes de langue et de psycho.

Citons pour mémoire, rien que dans les derniers jours : sur langues, manifestations de masse à Grenoble, Clermont, Montpellier, débrayages dans les lycées. A Bordeaux, conjonction de la lutte contre l'arrêté de Guichard et de celle contre l'invasion de l'AGER par la police pour y saisir des cocktails molotov... qui n'étaient que des pots de peinture ! Au Mans, manifestation de 1.000 étudiants contre l'arrestation de militants « du PCMLF ». A Marseille, meeting de 500 personnes sur la Palestine. Sans remonter aux grèves de médecine...

A NOUVEAU MILIEU, NOUVEAU MOUVEMENT

A la mobilisation de ce nouveau milieu, doit correspondre la constitution d'un nouveau mouvement. L'UNEF structurellement dépassée, politiquement sclérosée et bureaucratique ne l'exprime pas.

Face à la politique du pouvoir, il est possible de créer un front de lutte unifié qui donne confiance aux étudiants et regroupe l'avant-garde face au pouvoir.

Avec la banalisation de Nanterre, le pouvoir a cherché l'épreuve de force sur le terrain de l'Université. Il n'a réussi qu'à mettre en relief la faillite de la participation déjà menée par l'austérité. Il n'a réussi qu'à souder l'opposition révolutionnaire.

Il est désormais possible de remporter sur le terrain universitaire certaines victoires limitées qui seraient néanmoins les premières depuis Mai 68, et par là même, susceptibles de relancer la mobilisation. Pour y parvenir, renforçons l'unité de lutte :

- contre la banalisation de Nanterre, pour le retrait de la police du campus et la démission du Conseil de gestion ;
- contre les arrêtés de sélection ;
- contre la contractualisation des enseignants ;
- contre l'Université disciplinaire et pour que Schwaetzer passe sa thèse ;
- contre les atteintes aux droits politiques : perquisitions, arrestations de militants, expulsions d'étrangers et d'immigrés.

Sur cette base, créons un Front uni de lutte contre l'Université disciplinaire ! La mobilisation unitaire du vendredi 6 mars doit être un premier pas en ce sens ! Opérons la jonction avec les enseignants de Rénovation syndicale, l'Ecole émancipée, le SNCS, la minorité du SNES sup, organisateurs du meeting du 16 mars.

Le 5 mars à 12 h, Daniel BENSARD.

échec à la provocation fasciste

Jeudi 26 février, un échec retentissant était infligé aux groupes qui avaient voulu organiser le meeting fasciste de la Mutualité : plus de 2.000 étudiants étaient mobilisés à Censier, prêts à riposter à toute manifestation ou provocation venant de ces groupes. Pendant ce temps, ceux-ci tenaient à la va-vite, dans une fac d'Assas totalement vide, un meeting d'environ 100 à 150 personnes.

Echec pour « Ordre Nouveau » et autre M.J.R. échec également pour le Pouvoir qui, aujourd'hui, a pris le parti d'utiliser l'extrême droite dans sa politique universitaire.

MANŒUVRES PAR LE POUVOIR

Chacun s'interroge actuellement sur l'importance et la signification de la « résurgence » des groupes d'extrême droite. La presse écrite publie des pages entières ou des « études » en notant que c'est là une réponse — nécessaire pour certains, même modérés — aux excès gauchistes, que c'est l'inévitable symétrique de l'extrême gauche, de ses violences et ses abus, puisqu'un extrême engendre inéluctablement son contraire ; de même, la presse parlée souligne, lorsqu'elle « rend compte » des événements d'Assas ou de Nanterre, que les « troubles » sont provoqués par des enragés des deux bords et renvoie dos à dos les deux extrêmes en réclamant comme une manne la juste intervention d'une police réputée pour sa neutralité. Mais elle omet chaque fois le fait que les forces de l'ordre protègent systématiquement les attaques des groupes fascistes, de même qu'ils leur assurent une retraite « sans danger ».

Hasard ? Certainement pas. Il est aujourd'hui clair que le Pouvoir se sert des ces groupes pour mener à bien sa politique universitaire, leur faisant exécuter les besognes qu'il ne peut faire lui-même au grand jour :

a) Dans le but de briser l'agitation étudiante, rétablir l'ordre et pouvoir faire passer sans remous les différentes mesures gouvernementales.

b) Cela lui permet également, et la presse joue ici un rôle qui n'est pas négligeable, de dénoncer tous les « extrêmes » sans distinction comme responsables du désordre et de déclencher ainsi une répression, qui naturellement, ne touche que les militants révolutionnaires.

Les réponses apportées tant à l'attaque du Bethar qu'au meeting du 26 février et aux provocations d'Assas, montrent que cette politique est vouée à l'échec, les groupes fascistes laissant clairement apparaître leur isolement face aux mobilisations massives des étudiants.

AU-DELA DU CADRE UNIVERSITAIRE

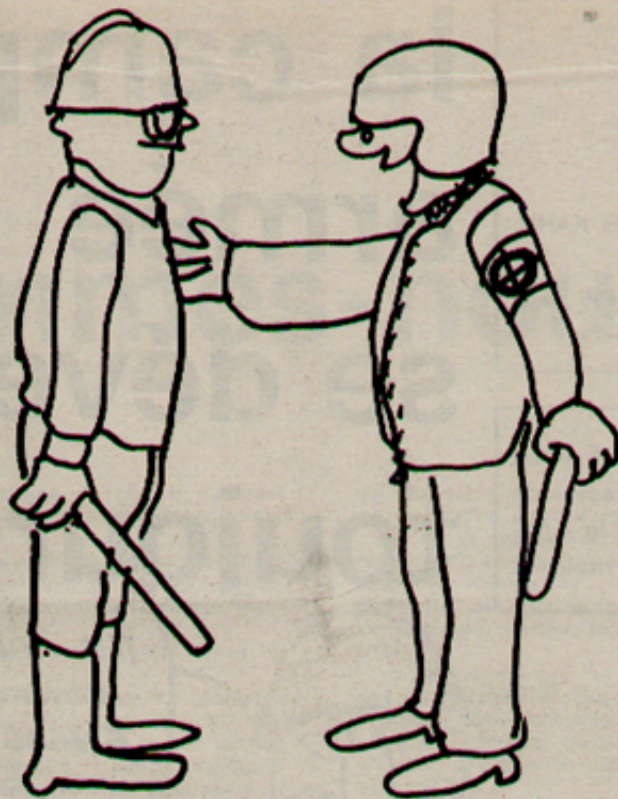
Même isolement pour ce qui est d'un cadre plus large que le milieu strictement universitaire : les rapports existant entre les classes actuellement prouvent que les quelques groupes d'extrême droite ne peuvent trouver de base sociale et se développer réellement. La conjoncture actuelle ne présente en effet aucun des symptômes propres à une société qui peut connaître un développement de ce phénomène.

On sait que le fascisme représente la solution extrême utilisée par le grand capital pour maintenir sa domination : c'est dire qu'il implique une situation économique et politique de crise ouverte, une période où la montée des forces révolutionnaires menace dans l'immédiat les bases mêmes du régime bourgeois, où les organes normaux de l'Etat se révèlent insuffisants pour juguler le danger. « En ce sens, note Trotsky, le fascisme actif est un état de guerre civile menée par la société capitaliste contre le prolétariat insurgé ». Et la bourgeoisie ne mène cette guerre qu'en dernier recours, car cette situation présente pour elle toute une série d'inconvénients et de périls.

On ne retrouve, dans la période actuelle, aucun de ces symptômes : aujourd'hui, la politique économique du Pouvoir implique de créer un rapport entre la bourgeoisie et le prolétariat qui se caractérise par les tentatives d'intégration, de concertation entre le gouvernement et les syndicats ; par ailleurs, si la petite bourgeoisie se montre combative, elle n'est pas dans la situation qui peut en faire les troupes du fascisme et les lancer contre la classe ouvrière : bien au contraire, aujourd'hui, de nombreux éléments montrent que la question de l'alliance avec les travailleurs est très souvent posée. C'est dire que la base traditionnelle du fascisme est loin actuellement d'être favorable aux groupes d'extrême droite.

Pourtant, il ne faut pas sous-estimer le phénomène, notamment en fonction des récessions économiques que peuvent connaître différents pays capitalistes avancés, d'ici à quelque temps. C'est dans une situation de cet ordre que peuvent progresser les groupes fascistes, profitant des répercussions catastrophiques qu'elle peut avoir sur les couches moyennes et devenant alors la solution politique ultime pour la bourgeoisie.

La peste brune n'est actuellement que petits groupes dérisoires : la tâche des militants révolutionnaires est de les écraser avant qu'ils ne deviennent, à la faveur d'une crise, l'une des solutions de recours pour certaines fractions de la bourgeoisie, ou bien, actuellement et malgré leur nombre minime, l'instrument des provocations du pouvoir.



POLICIERS ETUDIANTS SOLIDAIRES ?

le procès de jean gersin

Deux cents policiers en civil étaient présents lundi 1^{er} mars, à Versailles. On y « jugeait » deux militants marxistes révolutionnaires ; l'un, Gilles Pronier, accusé d'outrage et de violences à agent, l'autre, Jean Gersin, détenu préventivement depuis un mois, accusé d'avoir frappé un agent de police devant le lycée Marcel-Roby, à Saint-Germain, alors qu'un groupe fasciste tentait de s'opposer à la diffusion de la presse révolutionnaire.

Gilles soutint que la phrase qu'il avait adressée à l'agent : « Tires-toi de là, ce ne sont pas tes oignons », ne pouvait en rien constituer un outrage, et que dans la bouche d'un militant révolutionnaire, le tutoiement était une marque de camaraderie. Il fit valoir que son intervention n'avait pour but que de protéger l'agent. La politique n'est interdite qu'aux accusés ; le procureur ne se priva pas d'un petit couplet anticommuniste, se félicitant de ce que le tutoiement n'était pas encore de rigueur chez nous... Gersin reconnut les faits. Il évoqua l'actuelle poussée de fièvre des fascistes parisiens, et la nécessité pour les militants communistes de se défendre. Il accusa la partialité de la police : sur ce point, les juges furent gênés par la déclaration de l'agent, qui

dit que s'il n'avait pas lâché Pronier, alors qu'il se voyait agressé, c'est parce qu'il attendait des renforts du groupe adverse !

Le procureur, pouvoir d'Etat incarné, requit une peine sévère sur le ton du « quand un pochard frappe un agent, la chose n'est pas grave, mais quand il s'agit d'un individu par ailleurs intelligent, mais acharné à détruire d'Etat, on doit se montrer sévère ». Les avocats reprirent les thèmes développés par Gersin. Monique Antoin fit un historique des récents développements de la « chasse aux gauchistes » à laquelle se livre la police.

Le motif d'outrage à agent (1) fut retenu contre Gilles Pronier (8 jours). Gersin eut deux mois avec sursis, ce qui ne l'a pas empêché de faire un mois de préventive en « droit commun » !

Procès qui n'apprend rien aux révolutionnaires sur la justice bourgeoise. Sinon quelques formules, dont on se souviendra :

Retour de bamboche, un noceur peut battre un flic comme plâtre, ça passera aux profits et pertes : un militant révolutionnaire pour dix fois moins de mal, sera emprisonné un mois...

CORRESPONDANT.

où va la france ?

(une campagne d'explications politiques)

Depuis plus de trois semaines, la Ligue Communiste organise à l'échelle nationale une série de meetings publics sur le thème « Où va la France ? ». Ces réunions se tiennent en général dans de petites villes où l'implantation de la Ligue est récente et où il n'y a pas d'étudiants. Dans tous les cas, ces meetings ont été un gros succès et ont la plupart du temps rassemblé plus de monde que lors de la campagne électorale et plus de monde que les meetings du P.C.F. C'est ainsi qu'à Tarbes, ville où s'est déroulée une grève de 4 semaines à l'Alstom, sans aucun résultat si ce n'est une capitulation de la C.G.T., il y avait 300 personnes dont une grande majorité d'ouvriers ; il y avait 250 personnes à Auxerre, 150 à Nilvange, petite ville du bassin sidérurgique de Moselle où se trouvent implantées les usines De Wendel-Sidelor, 120 personnes à Verdun alors que le P.C. n'en réunit habituellement qu'une vingtaine ! A Carcassonne, la propagande préparatoire au meeting a suscité un tel écho dans les entreprises qu'au bout d'une semaine le P.C. annonçait la venue de Georges Marchais deux jours après celle de Krivine, dans la même salle. Il y eut 1.000 personnes à notre meeting dont les 3/4 étaient des travailleurs. Après un tel succès, le P.C. ajoutait à son appel, dans la presse régionale que son Bureau Politique allait rencontrer le P.S.U. dans un proche avenir et qu'il organisait pour la réunion, un service de cars dans le département ! Enfin, à Evreux, il y avait 300 personnes et 900 à Rouen. D'autres meetings vont suivre mais dès à présent, certaines constatations s'imposent. En province, et surtout dans les petites villes, les liens établis entre le P.C. et les travailleurs se distendent beaucoup plus vite

qu'à Paris et dans les métropoles. Si le P.C. garde encore son influence électorale, la baisse de ses activités militantes laisse un vide politique d'autant plus ressenti, qu'aujourd'hui, une fraction importante des travailleurs, politisés en mai et juin 1968, cherchent une solution politique aux difficultés actuelles et ne se contentent plus d'un suivisme passif à l'égard du programme du P.C.F. La Campagne électorale de 1969 avait déjà permis de montrer qu'il existait désormais en France une autre orientation et des militants prêts à la faire triompher. Les travailleurs n'ont pas oublié les thèmes que nous avons avancés à l'époque et l'expérience des six derniers mois fait que les plus politisés d'entre eux s'intéressent à nouveau aux positions de la Ligue qui ne leur apparaît plus à juste titre comme un simple groupuscule étudiant. Cet intérêt s'est manifesté dans tous les meetings qui généralement se terminaient à minuit ou minuit trente, après de longues discussions touchant à tous les problèmes de la stratégie révolutionnaire. Conception de l'unité, de la bureaucratie, du rôle des syndicats. Quel type de revendications faut-il mettre en avant ? Comment peut-il y avoir un socialisme non bureaucratique ? Comment construire un parti révolutionnaire ? etc. A Rouen, le débat s'est poursuivi dans une autre salle de 1 h à 4 h du matin devant 180 personnes !... Ces résultats sont très encourageants et créent de nouvelles responsabilités à la Ligue qui dans certaines régions apparaît maintenant comme une des forces politiques les plus importantes. Transformer cet impact politique en force militante, tel est le but aujourd'hui des comités rouges et des feuilles d'entreprises.

Alain KRIVINE.



la répression sur les marchés

Depuis quelques semaines, la répression policière s'abat sur les vendeurs de journaux révolutionnaires, pourchassés, malmenés, arrêtés ou inculpés. Le 22 janvier, sur un marché du XII^e arrondissement, Michel Rocard et Alain Krivine vendaient leurs journaux respectifs lorsque survinrent les poullets habituels. Arrestation puis plates excuses lorsque fut connue la personnalité des vendeurs, qui, conduits au commissariat, étaient relâchés immédiatement. Au même moment, six autres vendeurs étaient, eux, réellement arrêtés, sur le même marché. Les agissements de la police relèvent donc du plus pur arbitraire. Nous le savions depuis longtemps. Il était intéressant de le prouver de cette façon-là.

COMITE POUR LA LIBERATION DES SOLDATS EMPRISONNES

Adresse : Dr Marcel-Francis KAHN,
15, rue Cler, Paris 7^e.

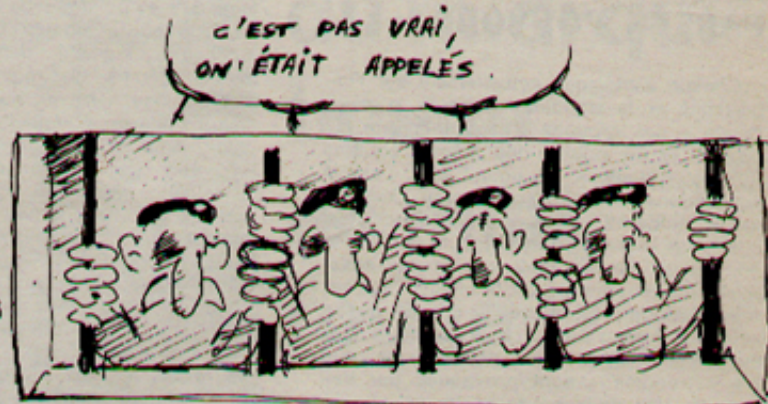
C.C.P. : Mlle CUKIER, 22 41 595 Paris
(avec la mention « soldats »).

Les exigences de l'actualité nous
obligent à reporter à la semaine
prochaine notre article sur la « dé-
fense opérationnelle du territoire ».

la campagne armée se développe toujours plus



ILS ONT
CONFONDU
ENGAGEMENT
ET
ENGAGEMENT



de l'argent !

L'argent, qui est le nerf de toute cam-
pagne politique, commence à parvenir au
Comité, mais en quantité insuffisante. L'ac-
croissement constant du nombre de comités
nécessite toujours plus de tracts et d'affi-
ches, donc de dépenses. Il importe donc
que la collecte de l'argent soit effectuée
sur grande échelle, et que les sommes réu-
nies soient — d'urgence — centralisées à
Paris.

pas de statut politique !

Les avocats des soldats emprisonnés
communiquent :

- le statut A, dit statut politique, leur a
été refusé ;
- 15 colis environ, arrivent chaque jour
à la prison ; ils sont refusés et renvoyés
par l'administration ;
- les avocats ont demandé une audience
urgente au Garde des Sceaux.

lycées parisiens

A Carnot, bastion fasciste, constitution
d'un comité de défense de 70 membres.
Au lycée Turgot, mobilisation toute la
journée du mercredi 4, avec interventions
dans les classes, les couloirs et pendant
les récréations ; réunion de travail d'une
centaine de lycéens.

D'autre part, sont prévus deux « contre-
procès » dans deux lycées parisiens : à
J.-Decour (le 11 mars) et au lycée de
Sèvres (le 13 mars). Aux dernières nou-
velles, le camarade qui joue le rôle du
procureur militaire a dû se faire imper-
méabiliser son costume militaire : on ne
sait jamais...

lycée corneille, rouen

Réunion d'information
sur les débouchés de l'armée
Mercredi 24, 17 h 15

A 17 h 30, avec une exactitude toute mi-
litaire, deux officiers de l'armée de l'air
viennent expliquer aux élèves du second
cycle du lycée Corneille les débouchés
nombreux et intéressants que l'armée leur
offre. A leur arrivée, les lycéens applau-
disent chaleureusement et, jubillant, l'un
d'entre eux commence à nous exposer le
rôle primordial de l'armée : force de dis-
suation contre les puissances étrangères
(lesquelles, lesquelles, demande la foule
passionnée), son sourire disparaît ; appa-
reil de répression contre les éléments sub-
versifs (rire gras, gras, gras), son visage
se décompose ; apprendre aux jeunes à
bien vivre (ça lui plairait si la France était
une grande caserne qu'il dirigerait), il est
blême, mais avec un courage tout militaire
il ne s'évanouit pas. Son camarade inter-
vient : on peut partir (non, décidément, on
s'amuse trop).

Timidement, il reprend et nous parle du
service militaire. Des pancartes se lèvent :
« A bas la guerre impérialiste au Tchad »,
« A bas la justice militaire », « Libérez De-
vaux, Hervé, Trouilleux ». Puis les élèves,
passionnés par ce personnage très original
et plein de personnalité posent des ques-
tions sur la guerre du Tchad, les soldats
emprisonnés, les libertés à l'armée, le bour-
rage de crâne...

Il nous explique qu'il n'est pas là pour
parler de politique, du moins pas comme
ça, M. le Proviseur le lui a interdit. A 18 h,
tout rouges, ils sortent sous les huées des
élèves. On s'amusait tant !

(Correspondant)

annonces du comité

1. Pour les collectionneurs

Dans le but de publier un « classique
rouge » sur l'anti-militarisme qui rafraîchira
bien des mémoires et renouera avec une
tradition mal enterrée, nous recherchons
tous documents écrits sur la période loin-
taine où le P.C.F. et les syndicats organi-
saient la propagande sur l'armée.

Envoyer ou écrire à « Rouge », B.P. 201,
Paris-19^e. Les documents seront rendus.

2. Pour M. Marcellin

Inutile d'enquêter : nous ne sommes pour
rien dans la disparition du sous-marin fran-
çais « Eurydice ».

3. Pour Messieurs les provocateurs

de la police ou autres organismes d'Etat :
nous avons peu de temps disponible. Ne
venez pas n'importe quand au local. Télé-
phonez avant : la rédaction reçoit les pro-
vocateurs de 17 à 18 h., sauf les samedi
et dimanche.

meeting

le 17 mars, 20 h 30,
à la Mutualité (Paris)

avec

Jean-Paul SARTRE
Michel ROCARD
Alain KRIVINE

POUR LA LIBERATION
DES SOLDATS
EMPRISONNES
CONTRE
LA REPRESSION
DANS L'ARMÉE

soutien du SNEsup

La C.A. du SNEP-Sup associe le syn-
dicat à la campagne de soutien aux trois
soldats du contingent Devaux, Hervé,
Trouilleux, condamnés à Rennes, pour avoir
défendu le droit aux libertés politiques à
l'intérieur de l'Armée et aux autres soldats
actuellement inculpés pour le même motif,
exige la libération immédiate des em-
prisonnés et dans un premier temps que leur
soit attribué le régime politique.

Exige que les syndiqués effectuant leur
service militaire conservent leur apparte-
nance syndicale, que leur soit reconnue
la possibilité de recevoir librement toute
correspondance et les journaux syndicaux
nécessaires à l'exercice de leur mandat.

Mandaté, le 3 mars, pour prendre les
contacts avec la F.E.N., pour engager une
campagne pour le respect des libertés
élémentaires et d'expression dans l'Armée.

Voté le 28-2-70 par 36 pour, 0 contre,
soit l'unanimité.

solidarité des GI's américains

Nous avons reçu des messages de soli-
darité de plusieurs associations de GI's
américains, dont principalement l'A.S.U.
(American Servicemen Union) :

Le syndicat des soldats américains ex-
prime sa complète solidarité avec Serge
Devaux, Michel Trouilleux et Alain Hervé,
injustement emprisonnés par les militaristes
réactionnaires français pour avoir combattu
pour les droits de leurs camarades appelés
et contre l'impérialisme français. A l'heure
où Nixon et Pompidou, chefs des classes
dominantes de France et des Etats-Unis,
se rencontrent à Washington pour comploter
de nouveaux crimes contre les peuples
du monde, et en particulier contre
l'héroïque peuple arabe luttant pour sa li-
bération, il est juste que les soldats op-
primés par la caste des officiers fran-
çais et américains s'unissent contre la
répression dans un esprit de solidarité in-
ternationale.

Alors que Devaux, Trouilleux et Hervé
sont emprisonnés, trois autres soldats
français stationnés à Landau, en Alle-
magne : Joseph Divet, Jean-Michel Banet,
Jean-Louis Fauthoux attendent d'être ju-
gés pour des motifs similaires. Le syn-
dicat des soldats américains a lui aussi de
nombreux prisonniers politiques, condam-
nés à des années de service disciplinaire
pour avoir simplement distribué des tracts
à leurs camarades GI's, des hommes

comme Terry Klug et Bill Brakefield,
condamnés à de lourdes peines de prison
à la suite de rébellion, des hommes
comme Greg Laxer qui refusaient de se
battre pour les impérialistes au Vietnam.

A son procès, le 6 février, Serge De-
vaux disait : « Nous n'appelons pas neutre,
une armée dans laquelle les officiers éta-
ient ouvertement leurs opinions gaullistes,
leur racisme, leur nostalgie du putsch d'Al-
ger ou leurs sympathies pour le mouve-
ment fasciste Occident. » Dans l'armée
impérialiste U.S., nous avons aussi de tels
officiers, des officiers qui sont membres
de la « John Birch Society » fasciste,
comme le général Irwin-Walker, des offi-
ciers comme le général Curtis Le May,
candidat à la vice-présidence des Etats-
Unis pour le célèbre mouvement Wallace.
Soldats des armées françaises et américai-
nes, luttons ensemble, unis comme deux
poings pour écraser ces cliques d'offi-
ciers racistes et bellicistes...

Libérez Devaux, Hervé, Trouilleux.

Libérez tous les prisonniers politiques.

Fraternellement,
Andy Stapp.

Nous avons reçu une motion de solidarité
de « RAP ! », journal clandestin diffusé
dans la plus importante base militaire

U.S. à Fort Banning et Columbus (Géor-
gie).

« Le collectif « RAP ! » salue nos frères
incorporés dans l'armée française, qui ont
reconnu le rôle de protecteur des intérêts
de classe de ceux qui président et diri-
gent l'Etat, qui est dévoué à l'armée, et se
sont élevés contre cela. De même que,
dans le monde entier, les peuples oppri-
més ont pris les armes contre l'exploita-
tion impérialiste ; de même que, dans le
monde entier, les étudiants se sont ré-
voltés contre l'université et le système
d'éducation archaïques et bourgeois ; de
même nous voyons aujourd'hui des sol-
dats des armées impérialistes engager ac-
tivement le combat contre l'oppression
militaire et l'oppression de classe.

Nous affirmons notre solidarité avec nos
frères Devaux, Hervé et Trouilleux, et de-
mandons que leur soient donnés ces
droits humains et politiques élémentaires
dus à tout citoyen. A bas l'Etat policier !

Nous avons également reçu une motion
de solidarité des groupes de Heidelberg et
Kaiserslautern des Résistants dans l'armée
américaine (RITA) en Allemagne.

Devaux, Hervé et Trouilleux ont été
trouvés coupables de « désobéissance »
et d'« atteinte au moral des troupes ».

Ces accusations, comme nous le savons
tous, traduisent un phénomène de fasci-
sation des régimes, tels les régimes fran-
çais ou américain, ou de toute autre « dé-
mocratie » où les riches parlent pour « le
peuple » et où en général « le peuple »
est pauvre.

L'Armée, toute armée d'un gouvernement
impopulaire doit, par nécessité, être compo-
sée de joyeux esclaves ou de robots inca-
pables de pensée autonome. Comme nous
le savons, la liberté de pensée ou d'ac-
tion est nécessaire sous un gouverne-
ment qui se veut gouvernement du peuple.
Il faut résister à la répression de la part
des forces fascistes en France ou en
Amérique.

Conscients de cela, nous proclamons no-
tre soutien total et notre entière solidarité
avec les Résistants au sein de l'armée
française !

Venceremos !

Les Editeurs de Graffiti,
Heidelberg (R.F.A.).

Les Editeurs de ASH
(Kaiserslautern R.F.A.).

— « GRAFFITI » et « ASH »
sont des journaux publiés par des GI's
en service dans l'armée U.S. — Ils exis-
tent tous deux depuis plus d'un an.

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE !

quand l'impérialisme étale son jeu

Le président des Etats-Unis vient de présenter au Congrès américain un document qu'il qualifie pompeusement de « message sur l'état du monde » - Texte lourd, pesant - style rappelant avec une terminologie bien évidemment différente le long document adopté par la dernière conférence des 81 P.C. réunie à Moscou, qu'il faut souvent lire entre les lignes, mais au travers duquel la vision du monde des chefs de l'impérialisme et la stratégie qu'ils élaborent en conséquence apparaît très clairement.

LES TEMPS ONT CHANGE

... Tel est le ton général de la première partie du document. L'Amérique n'est plus cet îlot d'opulence dans un monde dévasté par la Seconde Guerre mondiale, comme c'était le cas à l'époque de Truman ou des premières années de la présidence Eisenhower. L'Europe — en particulier l'Allemagne Fédérale — est prospère. De même en Asie du Sud-Est où la puissance économique japonaise est décrite en termes fort élogieux.

Le camp socialiste aussi a bien changé. Les dirigeants du Kremlin ne sont plus ces monstres sanguinaires, ces génies du mal qui hantaient les nuits de feu John Foster Dulles, l'inventeur de la stratégie du « roll back », du refoulement (du communisme, bien entendu...). Ce sont maintenant d'honnêtes partenaires, reconnus comme tels, avec lesquels il faut mener un dialogue permanent et courtois. « N'avons-nous pas des responsabilités communes face à l'humanité ? ».

Quant au « Tiers-Monde », sa volonté d'indépendance et de libération est pudiquement évoquée... pour mieux introduire un couplet bien classique sur la situation intérieure, « obstacle à un véritable développement économique », (lire : qui fait perdre la confiance aux investisseurs impérialistes...). L'analyse des causes de cette subversion est « équilibrée ». Elles seraient à la fois externes — le fameux complot international — et internes, d'où les développements très « kennedysiens » sur les inégalités les plus criantes.

Rien de bien original donc dans ce panorama du monde vu des paisibles quartiers administratifs de Washington.

Plus intéressantes sont les conclusions stratégiques qu'en tire le chef de l'impérialisme U.S.

LES LEÇONS DE L'ECHEC AU VIETNAM

L'analyse que fait Nixon de la situation au Vietnam aujourd'hui n'est pas très originale en soi. Rien n'est dit sur le rapport de forces sur le terrain, on comprend aisément pourquoi... Encore que les développements filandreux sur le caractère expérimental de la vietnamisation de la guerre, du - renforcement de la capacité d'auto-défense - des fantoches Thieu et Ky soient parfaitement explicites de l'impasse totale dans laquelle se trouve la politique vietnamienne de Washington. En fait, et c'est là l'un des points les plus intéressants, l'échec au Vietnam apparaît comme l'élément décisif, la pierre angulaire de toutes les conclusions du texte. Un engagement militaire massif, sans véritable soutien de la part des alliés traditionnels des Etats-Unis, n'a guère donné de résultats. Bien au contraire, il a terni pour longtemps le prestige des Etats-Unis dans le monde. D'où la nécessité de nouvelles formes d'intervention, plus souples, moins visibles, moins coûteuses... et même plus lucratives. D'où la nécessité d'une meilleure coordination entre impérialismes, d'une véritable concertation afin d'établir une meilleure division internationale de l'exploitation et de la répression à l'échelle mondiale.

Cela est envisagé très concrètement dans certains passages de ce « message sur l'état du monde » : « Il est impossible de s'attendre que les forces américaines puissent



faire face à toutes les menaces possibles planant sur nos alliés et sur nos alliés éventuels, à travers le monde. Cela s'applique en particulier à la subversion et à la guerre de guérilla, ou aux guerres de libération... D'où, quelques chapitres plus loin, en ce qui concerne l'Asie du Sud-Est, l'affirmation selon laquelle - nos amis asiatiques, le Japon surtout, sont en mesure d'assumer une part de responsabilité croissante pour assurer le progrès de toute la région. » On ne saurait être plus explicite.

On retrouve les mêmes motivations en ce qui concerne la politique africaine des Etats-Unis. Les liens « traditionnels » de ce continent avec l'Europe, c'est-à-dire les expéditions coloniales, sont reconnus. Il faut les maintenir et les développer tout en laissant une place aux intérêts américains... Mais faisons-le à l'amiable, concertons-nous avant de nous répartir le gâteau afin « que le continent soit à l'abri des rivalités des grandes puissances ou de toute forme de conflit ». De là, découle sur un plan plus large, la volonté de redéfinir les liens avec les puissances européennes : « ... A mesure que nous glissons de la domination (on ne l'avait jamais dit si clairement) vers l'association... ».

UNE NOUVELLE « PAX AMERICANA »

S'agit-il d'une nouvelle distribution des forces impérialistes à l'échelle mondiale — Amérique latine exceptée puisqu'il est dit clairement qu'elle est un domaine réservé de Washington ?

Il semble bien qu'au-delà des apparences, il s'agisse du contraire. Association ne signifie pas dégage-ment, loin de là. Pour ceux qui seraient tentés de le croire, une petite phrase, à l'image pleine de saveur ironique, est là pour les ramener sur terre... américaine, bien sûr : « Nous ne pouvons pas plus nous dégager de l'Europe que de l'Alaska ».

Jusqu' alors, les capitalistes européens et japonais ont reçu plus de l'impérialisme américain qu'ils ne lui ont donné. Il faut qu'aujourd'hui ils donnent, qu'ils se salissent les mains. Le but recherché est double : à court terme, il s'agit d'alléger le fardeau — militaire notamment — que portent avec de plus en plus de peine les Etats-Unis (cf. Vietnam). A long terme, il s'agit de lier totalement le sort de

ces pays à celui de l'impérialisme américain : sans dépenses militaires démesurées, sans engagements extérieurs coûteux, des pays comme l'Allemagne et le Japon ont su retrouver un dynamisme économique, à terme dangereux pour la suprématie yankee. Leur faire partager ces charges, c'est, selon Nixon, réduire ce danger, c'est se les attacher plus solidement...

LA CONDITION DE LA REUSSITE : LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Ce n'est pas pour des considérations plus ou moins morales que Nixon regrette que l'U.R.S.S. ne contribue pas assez efficacement à ramener la paix au Vietnam et au Moyen-Orient. La bonne entente, la coexistence pacifique lui apparaît aujourd'hui comme une nécessité. Pour la première fois peut-être depuis l'époque de la guerre froide, un document officiel américain reconnaît le partage du monde en zones d'influence : aucune mention n'est faite de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ; bien plus, l'U.R.S.S. est discrètement invitée à normaliser ses relations avec les pays de l'Europe de l'Est reconnus, ouvertement, comme son champ d'action. La paix et la coexistence en Europe sont, aux yeux des dirigeants américains, décisives pour la stabilité du monde ; cette coexistence étant considérée comme un banc d'essai, une première étape vers une coopération planétaire.

Pour Nixon — il l'avoue (!) — il faudra parcourir un long chemin semé d'embûches pour en arriver là. C'est cependant la seule voie possible pour bâtir « un monde de paix et de prospérité », pour assurer la stabilité d'une « Pax Americana », à base d'investissements encore plus lucratifs.

C'est un raisonnement moins sommaire que celui de feu John Foster Dulles qui voyait le diable au Kremlin et l'immoralité partout ailleurs sauf à Washington.

C'est toute de même une analyse bien faible, aux projections hasardeuses qui en cent dix-neuf pages et quarante mille mots, n'envisage à aucun moment « la volonté populaire », facteur dont le Vietnam a prouvé l'importance.

J.-P. BEAUVAIS.

**association
médicale
franco-
vietnamienne**

Nous avons reçu, comme beaucoup de journaux, le bilan de « l'Offensive sanitaire du Têt 70 ». Sa lecture se révèle très instructive. « L'Humanité » a été fort discrète sur cette campagne et les rares articles qu'il a publiés laissaient penser que le Mouvement de la Paix en avait l'initiative et appliquait ainsi les décisions des Assises pour le Vietnam de décembre 1969.

Or, les Assises avaient refusé de soutenir prioritairement l'aide sanitaire au Sud combattant. S'apercevant quelque temps plus tard que la campagne aurait quand même lieu, le Mouvement de la Paix a pris le train en marche, et, fidèle à sa tradition, a tenté de faire croire qu'il conduisait la locomotive.

Sur les 849.776 francs récoltés, près de 500.000 l'ont été par les associations européennes d'aide médicale au Vietnam, 112.000 par l'Association médicale Franco-Vietnamienne, 30.000 par le Mouvement de la Paix, et 2.207 par l'Association des Amitiés Franco-Vietnamiennes. Quant au glorieux Comité pour le soutien et la Victoire du Peuple Vietnamien, il brille par son absence.

Tant il est vrai que ce n'est pas la victoire des révolutionnaires vietnamiens qui intéresse les dirigeants du P.C.F. mais l'utilisation de leur combat à des fins intérieures.

Lorsqu'il n'a pas l'initiative d'une campagne de solidarité et qu'il ne peut en retirer un bénéfice immédiat, le P.C.F. détourne la tête et offre quelques miettes par le truchement des organisations qu'il contrôle.

Il s'agit là d'une manière concrète de célébrer le centenaire de Lénine plus conforme à la nature bureaucratique-réformiste du P.C.F. que les flots d'éloquence creuse dont ses dirigeants nous submergeaient depuis quelques semaines.

L. COUTURIER.

Communiqué de Presse

L'Association Médicale Franco-Vietnamienne et les différentes associations médicales européennes d'aide au Vietnam, réunies dans un secrétariat de coordination dont le siège est à Paris, avaient décidé de lancer, à l'occasion de la fête du Tet 1970, une grande « offensive sanitaire ». Cette campagne se proposait d'adresser, pour la première fois, sur cette échelle, depuis le début de la guerre au Vietnam, un soutien sanitaire massif au service de santé du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam. Cet objectif a été atteint.

Grâce à l'aide importante apportée par le Conseil œcuménique des églises et les Associations médicales européennes d'aide au Vietnam, grâce au soutien d'organisations comme le Mouvement de la Paix, la C.G.T., la C.I.M.A.D.E., le Collectif Intersyndical Universitaire d'Action pour la Paix au Vietnam, l'Association d'Amitié Franco-Vietnamienne, grâce aux nombreux envois qui sont arrivés directement à l'Association médicale Franco-Vietnamienne, un avion spécialement affrété, chargé de 16 tonnes de médicaments et de matériel précieux et de première nécessité, est parti directement en direction de l'Ambassade du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam à Phnompenh. Grâce à la compréhension des autorités cambodgiennes, cet avion s'est posé le 17 février 1970 à Phnompenh.

Là, une délégation qui comprenait le pasteur André Lfu, secrétaire général adjoint de la C.I.M.A.D.E., les docteurs Jean-Michel Krivine et Henri Carpentier, membres du Conseil d'administration de l'Association Médicale Franco-Vietnamienne et le docteur Malcolm Segall, membre du Comité Exécutif du Comité Britannique de Soutien sanitaire au Vietnam, a remis le chargement de cet avion spécial aux médecins du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam.

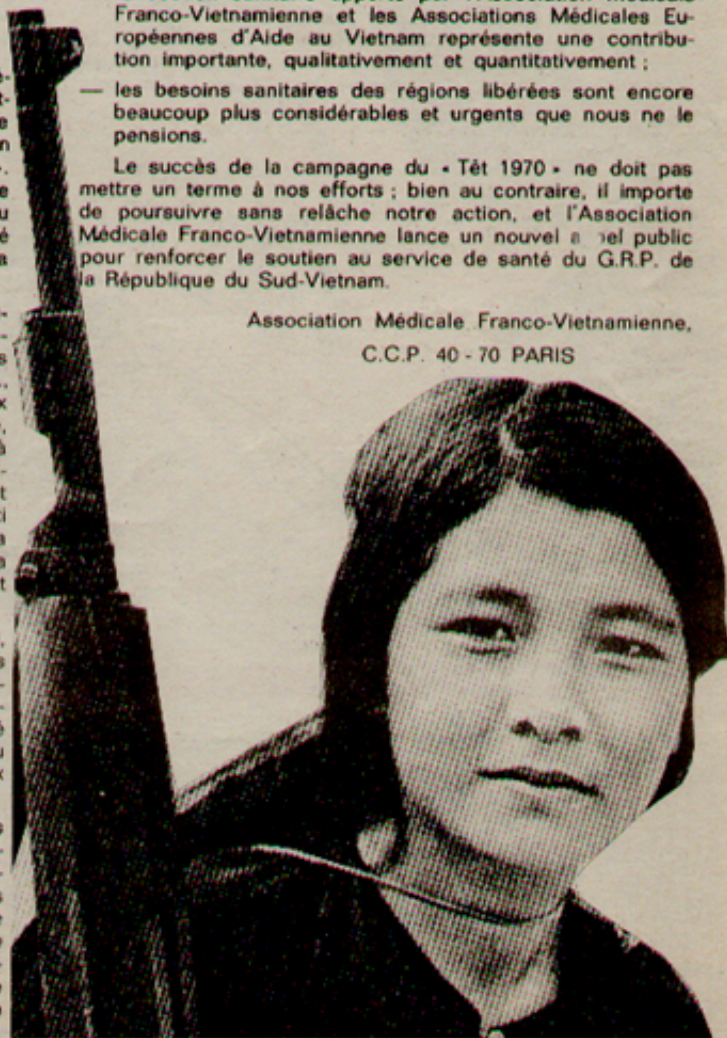
Cette opération qui a porté sur près de 100 millions d'anciens francs (849.776 francs) s'ajoute à trois ans d'efforts et illustre la volonté de l'Association Médicale Franco-Vietnamienne et des Associations Médicales Européennes d'Alde au Vietnam d'apporter une aide sanitaire massive prioritaire, et par les canaux les plus directs au service de santé du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam. La rencontre de la délégation avec les représentants du service de santé du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam a permis de dégager les points suivants :

— le soutien sanitaire apporté par l'Association Médicale Franco-Vietnamienne et les Associations Médicales Européennes d'Aide au Vietnam représente une contribution importante, qualitativement et quantitativement :

- les besoins sanitaires des régions libérées sont encore beaucoup plus considérables et urgents que nous ne le pensions.

Le succès de la campagne du « Tét 1970 » ne doit pas mettre un terme à nos efforts ; bien au contraire, il importe de poursuivre sans relâche notre action, et l'Association Médicale Franco-Vietnamienne lance un nouvel appel public pour renforcer le soutien au service de santé du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam.

Association Médicale Franco-Vietnamienne,
C.C.P. 40 - 70 PARIS



moyen-orient :

après la crise en jordanie



Malgré la réaction, feddayin et soldats sympathisent à Amman.

Il n'est plus besoin désormais de démonstration théorique, « à l'avance et depuis l'Europe », pour affirmer que la montée de la révolution en Palestine se transformera inévitablement en un processus classique de lutte de classe à la fois local et international. Si des esprits étroits, limités aux frontières politiques et géographiques du nationalisme en général et arabe en particulier, refusaient encore de reconnaître cette dynamique aux lendemains des deux crises libanaises d'avril et d'octobre 69, qui exprimaient l'exacerbation des contradictions entre les masses populaires mobilisées par la résistance et la politique du gouvernement libanais pro-impérialiste, cette fois-ci et avec encore plus de vigueur qu'au Liban, c'est la Jordanie qui a été le théâtre d'un affrontement social de portée considérable. Cette nouvelle étape marque la transformation progressive de la lutte armée palestinienne de mouvement initialement national dirigé contre le seul état sioniste, en un mouvement politico-social de lutte contre l'impérialisme en général, c'est-à-dire contre les supports arabes de l'impérialisme : le régime jordanien, le régime féodal d'Arabie Saoudite, les émirats pétroliers du Golfe arabe, etc., et définit un tournant dans l'histoire présente de la résistance palestinienne. C'est sur la scène principale du développement de la résistance palestinienne que cette crise eut lieu, mettant aux prises les forces maxima de la résistance palestinienne avec celles de la réaction arabe, comprenant maintenant en Jordanie des unités pakistanaises, saoudiennes, armées par l'impérialisme U.S. et dont le but quasi-avoué aujourd'hui est le contrôle des limites dans lesquelles doit seulement agir la résistance, ce qui signifie en clair la liquidation politique et au besoin physique de la résistance dans sa totalité. Car on ne peut pas être à la fois soutenu par l'impérialisme U.S., lui vendre son pétrole, et laisser le frère de classe Hussein de Jordanie en prendre un coup dans le portrait, perdre toute autorité et tout prestige dans son domaine, concédé conjointement par le sionisme et l'impérialisme !

Pour l'impérialisme et la réaction arabe, comme pour le sionisme, perdre la Jordanie sous sa forme actuelle, c'est tôt ou tard affronter une réalité militaire de la révolution arabe qui sera renforcée par les conséquences d'une transformation de la Jordanie en un volcan dont les retombées toucheraient aussi bien les régimes réactionnaires que les « progressistes ».

Ainsi, la portée de la crise de Jordanie, si elle ne peut être assimilée à une crise révolutionnaire de type classique, parce que l'ensemble des organisations palestiniennes rassemblées dans le Commandement Unifié de la Résistance Palestinienne (C.U.R.P.) ne constituaient pas un double pouvoir, ni ne posaient le problème du pouvoir, concrétise l'ouverture d'une période nouvelle de la résistance : celle de son internationalisation, et de la conquête par certaines organisations de la résistance, en premier lieu le Front Démocratique et Populaire pour la Libération de la Palestine (F.D.P.L.P.) d'une base sociale ouvrière qui restait encore il y a quelques mois non directement intégrée dans un soutien direct à la lutte armée palestinienne.

Il ne fait de doute pour personne aujourd'hui, que la crise en Jordanie a été lancée par les autorités étatiques liées à l'appareil militaire, comme le « Journal des Trois

Jours de la Crise en Jordanie » le montrait dans le dernier numéro de ROUGE. Elle fut lancée dans le but de couper la résistance palestinienne ou partie d'entre elle des masses populaires. La grève qui avait éclaté quelques semaines auparavant et qui avait été défendue les armes à la main par le F.D.P.L.P. et d'autres organisations contre l'intervention conjuguée de l'armée et de la police jordanienne pour la briser a marqué l'affermissement des racines sociales prolétariennes de la résistance palestinienne, ou du moins d'une partie d'entre elle. Cela doit être considéré comme un pas important qui manifeste un isolement quasi-complet du régime jordanien. Le sens de la crise récente s'éclaire à la lumière de ces données. La survie du régime jordanien commande toute sa politique actuelle, et elle se trouve soutenue y compris par les dirigeants de l'état sioniste : Dayan n'a-t-il pas déclaré depuis longtemps et répété au moment de la crise jordanienne qu'Israël interviendrait militairement en faveur du roi Hussein s'il était renversé.

Les régimes arabes dits progressistes se sont bien gardés de prendre une position radicale de soutien à la résistance et contre Hussein. En réalité le maintien du régime jordanien est une condition de leur propre maintien ; il est évident pour ces régimes irakien, syrien, égyptien, libyen et soudanais, que si la résistance se met à balayer les obstacles qui se dressent contre elle, elle en viendra tôt ou tard à affronter la politique de compromis des états arabes progressistes qui ont toujours utilisé la résistance palestinienne comme élément de stabilisation sociale dans leurs frontières depuis qu'elle est devenue indépendante, après l'avoir réprimée systématiquement à ses débuts.

Les accords passés entre la résistance palestinienne, le Commandement Unifié de la Résistance Palestinienne (C.U.R.P.) d'une part et le régime jordanien d'autre part, donne la preuve de la perte totale du pouvoir royal sur le pays, mais traduit du côté des palestiniens l'affermissement de courants politiques divergents quant à l'orientation du combat des palestiniens.

Durant la crise, trois composantes essentielles se sont fait jour : la première représentée par l'O.L.P. - El Fath cherchant un compromis favorable pour la résistance avec la bénédiction de Moscou. C'est pendant les moments les plus durs de la crise que Arafat en visite à Moscou pour obtenir à la fois des armements et la reconnaissance de « l'état dans l'état qu'il représente », donnait les ordres pour éviter toute épreuve de force avec le pouvoir. Cette position avait l'intérêt de faire coïncider les positions du principal des mouvements palestiniens et celle de l'U.R.S.S. stabiliser la situation et éviter son extension dans le Proche-Orient. La seconde a été exprimée par le Front Populaire de Libération de la Palestine (F.P.L.P.) qui a joué son habituelle carte de surenchère verbale sur la gauche, se déclarant prêt à prendre le pouvoir mais évitant de le prouver. La tâche actuelle de cette organisation dont sont issues la plupart des organisations actuelles de la résistance est avant tout de reprendre son rôle hégémonique antérieur en s'adaptant à une réalité « gauchie » de la résistance palestinienne, notamment à la suite de la scission du F.D.P.L.P. de février 69. Ses liens étroits avec le gouver-

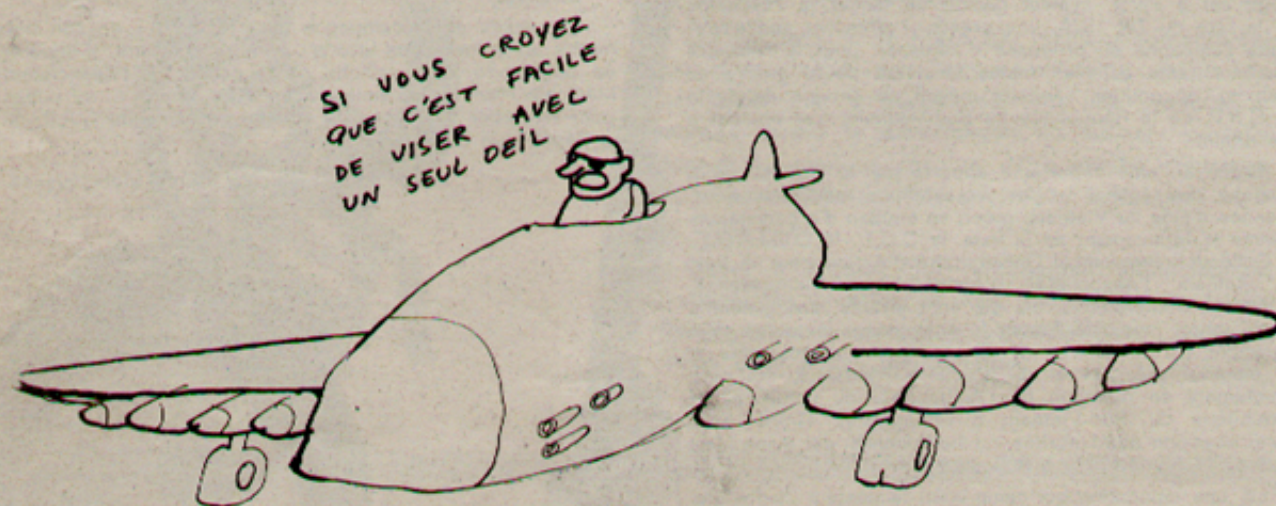
nement irakien peu enclin à des positions révolutionnaires, démontrent à quel point le F.P.L.P. reste avant tout la continuation sous le même nom de la branche palestinienne du Mouvement Nationaliste Arabe, avec une forte touche de démagogie en plus.

La troisième position non exprimée directement dans des communiqués ou des discours est celle de la gauche révolutionnaire palestinienne, principalement visée par le régime qui l'a dénoncée avant et durant la crise. Hussein s'est publiquement plaint de l'action de certains groupuscules qu'il fallait mettre au pas. Le Front Démocratique est la principale si ce n'est l'unique organisation visée par ces propos vaineux. La position du F.D. est maintenant plus difficile pour deux raisons : si le compromis passé avec le régime doit s'accompagner d'une « discipline » accrue au sein de la résistance, il ne fait pas de doute que le F.D. en fera les frais le premier. Pour cette seule organisation se réclamant du marxisme, la question du renforcement de ses positions militaires et de ses bases sociales dans le monde arabe, reste la solution clef de ses problèmes. Seul un rapport de force conséquent avec le reste de la résistance dans un premier temps et l'ensemble des forces militaires de la réaction jordanienne, pakistanaise, saoudienne, etc., peut créer en dernière analyse les conditions de la permanence du développement de cette avant-garde.

Il est connu aujourd'hui que l'application des Accords du Caire conclus au lendemain de la crise libanaise d'octobre dernier entre la résistance représentée par Arafat au nom de l'O.L.P. - El Fath et les autorités libanaises, se fait au détriment des organisations palestiniennes, notamment par le retour de la gendarmerie dans les camps de réfugiés. Aucune garantie n'a été donnée en Jordanie dans les accords restés secrets aux organisations directement visées par la répression gouvernementale : de même il n'a pas été précisé si ces accords concernaient seulement certaines organisations participantes aux négociations avec les autorités, c'est-à-dire principalement le Fath ou s'ils étaient valables pour l'ensemble des organisations. L'avenir immédiat nous dira sans équivoque si une partie de la résistance acceptera de faire la police au sein de l'ensemble de la résistance, se hissant ainsi au poste officiel de représentant reconnu internationalement, de la nation palestinienne, développant une ligne politique semblable aux gouvernements en place en Irak, en Syrie, en Egypte, en Libye ou au Soudan, maintenant tactiquement en place pour une période limitée, le régime fantoche de Jordanie, afin d'abriter les préparatifs de construction du futur appareil d'Etat qui existe déjà dans l'O.L.P.

Cette crise a marqué un approfondissement des contradictions de classes entre la réaction arabe représentée par le régime jordanien et l'avant-garde arabe incarnée par la résistance. Cela ne sera pas sans avoir des conséquences au sein du camp palestinien, dont les contradictions ou divergences internes ne peuvent normalement que s'affirmer après des épreuves comme celles que nous venons de vivre en Jordanie.

Le 4 mars 70 - VERJAT



lutte palestinienne

numéro 6

1 f.

- SITUATION AU MOYEN-ORIENT
- QUAND LES SIONISTES PARLENT
- TRAVAILLEURS ARABES IMMIGRES ET LA PALESTINE

Je désire
m'abonner
à
rouge

6 mois

pli ouvert 25 F

pli fermé 40 F

avion 50 F

1 an

pli ouvert 50 F

pli fermé 80 F

avion 100 F

Abonnement
de soutien
à partir de 100 F

(Ecrire en capitales S.V.P.)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

(Règlement joint à la Boîte Postale 201, Paris 19 - Rouge -)